ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 109 - 9 septembre 1989 - prix : 8 F

LA GREVE A PEUGEOT MULHOUSE

page 12

LA CAISSE DES PATRONS EST TROP PLEINE...

IL FAUT FAIRE SAUTER LE VERROU !

M 6189 - 1109 - 8,00 F
3796189008001 11090

LA CAISSE DES PATRONS EST TROP PLEINE,

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

IL FAUT FAIRE SAUTER LE VERROU !

Il ne faut pas «faire sauter la caisse» : voilà la dernière trouvaille de Rocard pour répondre à ceux qui, dans son propre parti, font mine d'être en désaccord avec sa politique sociale. Une chose est sûre ; ce ne sont pas les mesures «sociales» de Rocard qui vont faire mal aux caisses patronales aujourd'hui si florissantes.

Les profits patronaux continuent d'exploser et les indices de la Bourse, en France comme ailleurs, en témoignent, en battant record sur record. Mais il paraît que ce n'est toujours pas le moment de mettre fin à la rigueur. Il y a un an, Rocard déclarait qu'il fallait encore pour cela attendre «quinze mois». Il faut croire que ces quinze mois sont à rallonge car aujourd'hui, il n'est pas plus question qu'il y a un an de mettre fin au blocage des salaires.

★ ★ ★

Tout ce que Rocard a sorti de son chapeau, c'est un «pacte de croissance» dont le plus clair est qu'il éviterait de revenir à l'indexation des salaires sur les prix, supprimée depuis 1982. Ce «pacte» lierait d'après Rocard, les salaires aux «performances de l'économie nationale». Il s'est bien gardé de préciser comment, et pour cause : si par exemple les salaires suivaient l'évolution des indices de la Bourse, le SMIC serait aujourd'hui à 15 000 F et Rocard ne propose certainement ni ça, ni même une augmentation tant soit peu réelle.

Car il y a bien un lien entre les salaires et les profits patronaux, mais c'est un lien qui fonctionne à l'envers. Les profits patronaux ont été multipliés par 4 ou 5 en quelques années justement parce que les salaires, bloqués, ont pris un retard croissant et parce que le niveau de vie de la classe ouvrière n'a cessé de se dégrader. Les patrons souhaitent évidemment que ça continue et ils attendent pour cela l'aide de Rocard et de son gouvernement. A charge pour celui-ci de trouver les justifications qu'il peut.

★ ★ ★

Alors comme toujours, on nous explique qu'avant d'augmenter le pouvoir d'achat, il faut d'abord penser à l'emploi et aux chômeurs. «Les chômeurs n'ont pas le droit de grève, pas de parti, pas de syndicat», a dit Rocard. Comme si l'augmentation des profits patronaux depuis sept ans avait servi en quoi que ce soit à créer des emplois ! Drôle de défenseur des chômeurs que ce gouvernement qui a aidé les patrons à licencier, à multiplier les «petits boulots» et les emplois précaires, et qui vient royalement d'augmenter le RMI de 2 000 à 2 025 F par mois !

Aux patrons par contre, un Rocard se doit d'offrir autre chose que des discours et des appels à être patients. Il est bien question que le prochain budget comporte une petite augmentation de l'impôt sur la fortune. Mais, elle ne représenterait au total que 100 millions de francs et n'est là que pour faire passer la nouvelle réduction de l'impôt sur les sociétés qui, elle, est déjà certaine et représente au moins 5 milliards de francs de moins à payer pour le patronat. En tout cas, aucun patron ne s'y trompe et ne proteste.

Ce que ceux-ci craignent en revanche, c'est que les travailleurs en aient assez de se serrer la ceinture avec le seul résultat de voir les patrons faire «sauter la banque», pour parler comme Rocard, dans ce casino du profit capitaliste que sont les Bourses de Paris, de New York ou d'ailleurs, et de claquer leurs millions dans la spéculation ou dans l'achat de ces produits de luxe, voitures haut de gamme, bijoux ou fourrures dont la consommation explose.

Les patrons ont en effet bien raison de craindre que les bavardages d'un Rocard ne suffisent pas longtemps à faire patienter les travailleurs. On les voit maintenant invoquer, à chaque grève qui éclate, comme celle qui vient de le faire chez Peugeot à Mulhouse, le danger d'explosion sociale. Il est temps de leur montrer que celle-ci peut devenir une réalité.

Congrès du Parti Socialiste
AGITATION DANS LE PANIER DE CRABES

«Silence dans les rangs !» Rocard rappelle à l'ordre ses ministres et leur demande de ne pas exprimer leurs désaccords en dehors des réunions interministérielles. Que se passe-t-il donc de si important qui agite les membres du gouvernement ? Un non-événement : un congrès du Parti Socialiste. Et pas aujourd'hui, mais en mars 1990 !

Cela suffit pourtant pour que Jospin demande à Quilès de ne pas agir *«de façon trop légère, trop économique, trop technocratique»* à propos du rapport Prévôt sur les PTT. Cela suffit pour que Chevènement dise à Rocard qu'il est temps *«de fermer la parenthèse du libéralisme»*. Ça suffit pour que Mauroy invite le gouvernement à ne pas oublier *«les humbles, les fonctionnaires, les ouvriers, les classes moyennes»* et l'incite au «partage» avant qu'il ne soit trop tard, ce qui de la part de l'initiateur du blocage des salaires en 1982, alors Premier ministre, ne manque pas de sel.

Et là, ne s'arrête pas la «guéguerre» des chefs. Joxe fait un croche-pied à Chevènement en parlant d'intégrer la gendarmerie, sous la dépendance de ce dernier, à la police sous sa dépendance à lui. Manquait plus que ça après les déclarations de Hernu, mettant de l'huile sur le feu de la contestation gendarmique. Sans oublier Fabius, Delebarre ou Delors qui décochent eux-mêmes leurs flèches ou font parler leurs «deuxièmes couteaux». Et bien sûr, comme c'est de tradition au Parti Socialiste, on n'a jamais autant envie d'avoir l'air à gauche, qu'on craint d'être «mis à gauche» pour les hauts postes qu'on convoite.

Mais à les entendre aujourd'hui, on pourrait presque croire qu'ils ne sont pas d'accord entre eux, qu'ils ont des politiques différentes, si on voulait un instant fermer les yeux et oublier... Oublier qu'il y aura dans quelques années des élections présidentielles, des élections de députés, des élections régionales, cantonales, municipales, qu'il y a beaucoup de candidats pour tout ça – d'autant plus que le PS, parti de gouvernement, offre nombre de sinécures en tous genres, mais attire plus de clients qu'il n'y a de postes – et qu'un parti politique dont le but est de servir la bourgeoisie, qu'il ait l'étiquette de gauche ou celle de droite, n'est jamais qu'un ramassis d'ambitions personnelles.

L.G.

La préparation du budget 1990
LE GOUVERNEMENT MITONNE UN PLAT SALÉ POUR LES PLUS PAUVRES

Le projet de budget pour 1990 est encore en chantier. Mais il commence à se profiler et cela donne une idée de l'allure qu'il aura lorsqu'il sera rendu public le 20 septembre prochain : l'allure d'un budget de gouvernement socialiste... Ce qui n'a rien à voir avec un budget social.

Parmi les décisions budgétaires déjà annoncées, celle de la hausse de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, par exemple, laisse à peu près de glace la classe des possédants et des riches, ce qui en dit long sur la portée de la mesure. Elle consisterait à créer une nouvelle tranche de contribuables : ceux dont les fortunes s'élèvent à plus de 25 millions de francs. Ils seraient alors frappés d'un impôt de 1,3 %. Mais tous les commentateurs s'accordent pour dire qu'il s'agit là d'une mesure «symbolique», ne rapportant pas grand-chose à l'Etat et ne touchant qu'un nombre ridicule de fortunés qui n'auraient ainsi à payer que 20 000 francs de plus d'ISF ! Pas de quoi en effet en faire un fromage... d'autant plus que le gouvernement s'empresse de leur rendre de la main droite ce qu'il avait fait semblant de leur prendre de la main gauche.

Le projet de budget prévoit en effet dans le même temps la réduction de près de 50 % de l'imposition sur les revenus des obligations : elle passerait de 27 à 15 % et serait, paraît-il, attendue *«avec impatience»* par les *«épargnants fortunés»*. On comprend combien tous les spéculateurs apprécient ce gouvernement...

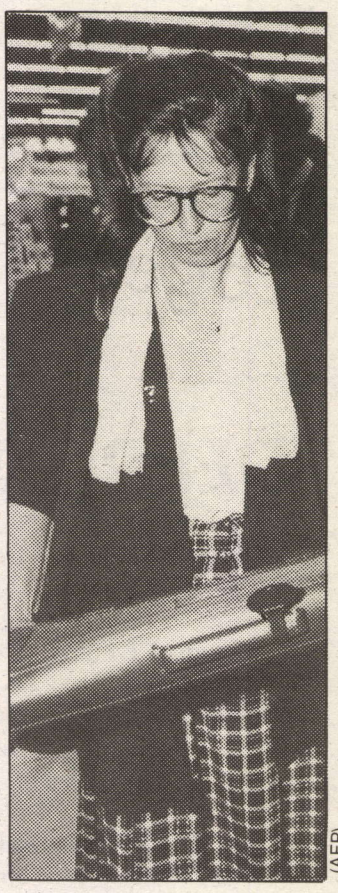
Il n'y a pas qu'eux qui seront gratifiés dans le budget de l'an prochain puisque le ministre de l'Economie et des Finances, Bérégovoy, en accord avec Rocard, prépare une nouvelle réduction de l'impôt sur les sociétés. En ne concernant, en principe, que les bénéfices réinvestis (et non ceux distribués aux actionnaires), la mesure serait destinée à favoriser... la création d'emplois. Voilà du social... dans les déclarations des ministres seulement, si l'on en juge par l'efficacité de la mesure similaire prise l'an passé. Le taux de l'impôt sur les bénéfices non distribués avait été réduit de 42 % à 39 % et les près de trois millions de travailleurs à la recherche d'un emploi aujourd'hui peuvent juger du résultat de ce cadeau d'alors aux patrons. Dans le projet de budget pour 1990, le taux d'imposition descendrait à 37 % et ce cadeau coûterait trois milliards à l'Etat.

Le projet final aura probablement mis au point bien d'autres bonnes surprises pour les riches qui seront payées par autant de mauvaises pour les plus petits des contribuables, tant il est vrai que ce gouvernement est fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est fixé : faire payer les pauvres.

L.P.

Le projet de loi sur le surendettement
ET LES TRAITES VOUS PAIEREZ...

Parmi les projets qui fusent en cette période de rentrée des différents ministères, celui concernant une «loi sur le traitement social du surendettement des familles» n'est pas mal, du moins dans le genre emplâtre sur jambe de bois, malgré les déclarations d'autosatisfaction de son auteur, Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la Consommation. Après avoir fourni, elle aussi, un «travail d'Hercule», dit-elle, son projet adopté en Conseil des ministres consiste en la création... d'une Commission de conciliation entre créancier et débiteur, dont l'intervention serait prévue avant toute action en justice contre le débiteur. Les ménages, ne pouvant plus faire face aux remboursements de leurs crédits après un licenciement, un divorce, un accident grave ou toute autre circonstance amputant le budget familial, vont avoir certainement beaucoup de mal à apprécier la portée de la mesure...



(AFP)

Véronique Neiertz surveillant elle-même les prix des cartables, avant la rentrée. Ah, les consommateurs sont bien défendus !

En fait, à l'heure actuelle, il y aurait officiellement 200 000 familles dont les mensualités de remboursement d'achats à crédit (logement, mais aussi équipement ménager, voiture, etc.) engloutissent 60 % de leurs revenus. Il s'agit bien sûr de familles parmi les plus modestes, les riches n'ayant jamais besoin d'acheter à crédit pour satisfaire les nécessités de la vie quotidienne. Ce sont ces 200 000 familles qui sont déclarées en situation de surendettement.

Mais il n'est pas question d'intervenir pour effacer purement et simplement la dette de cette minorité de familles. En fait, les choses vont rester en l'état, toute l'affaire se résumant pour le gouvernement à vouloir faire croire aux victimes des créanciers qu'il est de leur côté. Il le tente avec, par exemple, une mesure comme celle concernant le logement.

Si la famille ne peut plus payer le logement qu'elle a acheté à crédit, celui-ci risque d'être vendu d'autorité à un prix ne couvrant pas le montant résiduel de la dette. Dépourvue de son logement, la famille se retrouvait jusqu'à aujourd'hui dans l'obligation de finir de payer les mensualités du crédit pour une maison qu'elle n'avait plus. Dans son projet, Véronique Neiertz propose d'innover : si le prix de vente du logement n'est pas suffisant pour éponger la dette, le juge peut réduire le solde afin que les mensualités soient compatibles avec les ressources de la famille !

Mais il n'est même pas encore dit qu'on retrouve dans le texte final de la loi cette décision d'écorner, un tant soit peu, le magot que banquiers et autres financiers amassent à l'aide des crédits sur le dos des familles les plus démunies.

Pour continuer à saigner les débiteurs, fabricants, commerçants, financiers et gouvernement, s'entendent vraiment comme larrons en foire.

L.P.

Rentrée scolaire

Jospin tente de convaincre les enseignants.

Gamma

UN MINISTRE CONTENT MAIS TOUJOURS LES MÊMES PROBLÈMES

Lionel Jospin, le ministre de l'Education nationale, est satisfait. La rentrée 1989-90 – dont il assume l'entière responsabilité – est, a-t-il dit, *«meilleure que la précédente, compte tenu des moyens supplémentaires, des postes créés, des innovations mises en œuvre»*. Et pour se rendre compte de visu des progrès accomplis, le ministre est allé sur le terrain visiter l'un des meilleurs établissements bordelais, le lycée Camille-Jullian, où il a pu déguster à l'heure du déjeuner du saumon au champagne et du magret de canard aux cèpes. Il fallait ça pour donner un éclairage optimiste à des réalités parfois bien plus sombres.

Car cette rentrée, si elle ne semble pas catastrophique, ressemble tout de même à s'y méprendre à celles des années antérieures.

Dans le primaire, ce sont les fermetures de classes, voire d'écoles, qui suscitent bien des réactions de la part de parents d'élèves et d'enseignants. Dans le secondaire, ce sont les effectifs sans cesse croissants qui font ici ou là grincer les dents, quand ils ne laissent pas purement et simplement des élèves aux portes des établissements, comme c'est le cas dans le département de Seine-Saint-Denis.

Dans les semaines qui viennent, on pourra apprécier plus concrètement l'ampleur des «bavures». Mais d'ores et déjà, les deux premiers jours de la rentrée ont porté à la connaissance de tous de nombreux points noirs. A Fontenay-sous-Bois (93) l'école Edouard-Vaillant a été occupée par des parents d'élèves protestant contre la suppression d'une classe. Même situation à l'école Joliot-Curie de Choisy-le-Roi (94), à Noisiel (77) ou encore à Vitry-sur-Seine (94). En province, à Prades-les-Luz dans l'Hérault, parents et enseignants ont refusé d'ouvrir l'école tant qu'il sera prévu un effectif de 40 élèves en CM2. A Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), 200 parents se sont installés dans les quatre écoles de la commune pour protester contre le manque de place pour une quarantaine d'enfants.

Dans le secondaire, des grèves ont eu lieu, comme par exemple aux lycées Jeanne-d'Arc et Corneille à Rouen, pour protester contre les classes surchargées à plus de quarante élèves.

Oh, bien sûr, Jospin reconnaît qu'il y a et qu'il y aura quelques petits points noirs, et donc quelques réaménagements à effectuer. Mais cela étant, le ministre a trouvé une solution au principal problème que connaît l'Education nationale : la surcharge des classes. Il a décrété que son objectif était : *«Pas de classe à plus de 35 élèves en 1993»*.

Il ne faut pas manquer d'audace pour se donner un objectif qui inclut la constante dégradation des conditions d'enseignement. Selon le ministère de l'Education lui-même, moins d'une classe sur trois des collèges comptait en 1980-81 plus de 25 élèves. Lors de la dernière année scolaire, plus d'une sur deux était dans cette situation. Alors, pour ne pas dépasser la barre, le plus simple était de commencer par la relever à 35 élèves. Il fallait y penser !

G.L.

Sécurité sociale

ET TOUJOURS PLUS VOUS COTISEREZ...

A l'approche de la rentrée parlementaire, le ministre de la Protection sociale, Claude Evin, annonce qu'il va proposer une réforme de fond du financement de la Sécurité sociale. Il s'agirait d'instaurer une cotisation généralisée à tous les revenus. Elle serait payée chaque année, comme les impôts, et qualifiée pour la circonstance de «cotisation sociale de solidarité» car elle frapperait les salaires comme les revenus du capital.

Le taux de cette cotisation, annoncé officiellement, serait de 1% et rapporterait en conséquence 30,5 milliards de francs. Mais sur ces milliards, selon les calculs faits par la CGT, 1,6 seulement proviendra des revenus du capital et plus de 26 seront prélevés sur les salariés, la majorité des retraités, des chômeurs, des familles aux faibles ressources. Plus de 80% des fonds collectés seraient donc directement pris dans la poche des travailleurs.

Avec le développement du chômage et le blocage des salaires, les dépenses auxquelles doivent faire face les caisses de la Sécurité sociale augmentent.

Dans ces conditions, proclamer qu'on va *«taxer tous les revenus»* grâce à cette cotisation, c'est une plaisanterie. Le 1% risque d'être durement ressenti par les salariés, dont le revenu baisse ou stagne depuis plusieurs années, mais passeront comme une lettre à la poste pour les capitalistes, dont les profits explosent tous les jours à la Bourse.

Et puis, en même temps qu'il peaufine son projet de prétendue *«cotisation de solidarité»*, Claude Evin annonce d'ores et déjà de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour les patrons et menace de supprimer les subventions de l'Etat attribuées jusqu'alors au financement des pensions complémentaires des retraités à 60 ans. Cette dernière mesure pourrait se traduire par des amputations du montant des retraites et une remise en cause de fait, pour bien des travailleurs, de la possibilité de départ en retraite à 60 ans.

Les mesures d'Evin ne sont égalitaires que pour la galerie. Ce ministre de l'insécurité sociale s'apprête à gratifier les patrons et à faire cotiser plus lourdement les salariés, pour des garanties toujours plus précaires.

L.P.

Logement

LA RÉALITÉ DERRIÈRE LES CHIFFRES RONFLANTS

La presse a souligné que, dans le prochain budget les dépenses en faveur du logement augmenteront de 17%. On pourrait se dire que le gouvernement donne là un bon coup de pouce à un secteur qui en a bien besoin.

Malheureusement, il n'en est rien car, même avec les 17% supplémentaires, le budget du logement n'atteint de toute façon que 33 milliards, c'est-à-dire moins de 3% du budget global.

Là-dessus, 2 milliards de francs seulement seront consacrés à la remise en état des HLM (pas plus de 200 000 HLM pourront ainsi être rénovés). 65 000 logements correspondant à des prêts locatifs aidés (PLA) seront mis en chantier, et les aides au logement seront renforcées, l'Etat en laissant néanmoins toujours la majeure partie à supporter aux caisses d'Allocations familiales. Enfin des «prêts aidés à l'Accession à la Propriété», de nouveaux «PAP», vont être mis en place, correspondant à 50 000 logements.

Ces quelques dizaines de milliers de logements mis en chantier ne suffiront évidemment pas à régler les problèmes de logement de la population modeste, et encore moins de ceux des centaines de milliers de «nouveaux pauvres» que la société en crise a sécrétés.

Mais là n'est pas le souci du gouvernement Rocard. Sinon, pourquoi consacrerait-il 6 fois moins d'argent au logement qu'à l'armée ? Après tout, quelques sous-marins en moins, ça fait pas mal de logements en plus, mais ça fait beaucoup moins plaisir aux militaires et aux marchands de canons !

Alors, pour donner l'illusion de faire malgré tout un budget social, le gouvernement augmente spectaculairement en pourcentage de petits budgets, comme celui du logement, tellement à la traîne que, de toute façon, la rallonge n'est pas bien grosse ! Il fallait y penser !

Dominique CHABLIS

Le parlement espagnol (AFP)

FELIPE GONZALES VEUT SE REFAIRE UNE MAJORITÉ

Le Premier ministre espagnol, le socialiste Felipe Gonzales, vient d'avancer la date des élections législatives. Elles étaient prévues pour le mois de juin 1990, elles auront lieu le 29 octobre prochain.

La décision d'anticiper les élections était attendue. Pourtant aucun parti d'opposition ne la revendiquait. Rien dans la situation sociale ne la rendait aujourd'hui nécessaire, la journée de grève générale du 14 décembre dernier n'ayant provoqué aucune lame de fond dans la classe ouvrirère espagnole.

C'est donc bien un calcul à froid qui a conduit Felipe Gonzales à avancer la consultation. Derrière les raisons officielles – le gouvernement aurait besoin, pour réussir le défi européen de 1992, selon le Premier ministre, de quatre ans d'une législature complète – il y a l'estimation de la conjoncture actuelle. Selon tous les sondages, si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, les socialistes l'emporteraient haut la main.

Pour le PS, les élections européennes de juin dernier ont balayé les doutes sur la perte de confiance que les électeurs socialistes auraient pu avoir vis-à-vis de leur gouvernement. Malgré l'ébranlement perceptible avant et après le 14 décembre, malgré les menaces de scission de l'UGT, le syndicat lié au PS, malgré la montée d'influence des Commissions Ouvrières et donc du PC espagnol, malgré le mécontentement ouvrier et populaire qui s'était exprimé massivement et fermement par la grève de 24 heures, le test de l'élection européenne a marqué une relative stabilité de l'électorat en faveur des socialistes. Il y a eu bien sûr une forte abstention, en particulier dans les quartiers populaires, mais – et c'est là le pari de Gonzales – il est difficile de dire si cette abstention tenait à la nature de l'élection qui n'a passionné aucun public ouvrier, ni en Espagne ni ailleurs, ou à un désir populaire de marquer ses distances avec le PS.

Felipe Gonzales estime – à tort peut-être – que cette abstention n'est pas significative. Il estime surtout ne pas être menacé par ses concurrents aujourd'hui. La droite reste aussi divisée, incertaine, à la recherche d'une ligne d'action. Le Parti Populaire (sic) de Fraga Iribarne vient de changer de chef à défaut de changer de cap et le parti d'Adolfo Suarez, le Centre Démocratique, en est encore à se demander quelles seraient les alliances les plus payantes. Quant au Parti Communiste Espagnol de Julio Anguita, il est encore très loin de pouvoir menacer le PS, sortant tout juste d'une longue crise et d'une réunification partielle dont on ne connaît pas encore la viabilité.

Enfin et surtout, le PS entend profiter de la situation pour obtenir une majorité qui lui permettra de faire face à la grogne sociale et d'imposer une nouvelle austérité. Pour les socialistes du gouvernement espagnol comme pour les bourgeois du monde entier, la soi-disant croissance de l'économie suppose un nouveau tour de vis du côté des revendications ouvrières ; Gonzales s'apprête à le donner, et il préfère que les élections aient lieu avant, car il n'est pas sûr de les gagner après. Une fois de plus, il compte utiliser le vote populaire contre les travailleurs eux-mêmes. Reste à savoir si la classe ouvrière espagnole saura bousculer ces calculs de politiciens bourgeois.

Colette BERNARD

Italie

La préparation du "Mondial" de football

ONZE MORTS SUR LES CHANTIERS DES STADES

Tout comme en France où la préparation des Jeux Olympiques d'hiver de 1992 s'accompagne, en Savoie, d'une floraison de chantiers dont les conditions de travail sont loin d'être toujours satisfaisantes, les équipements sportifs nécessaires aux épreuves du «Mondial» de football qui doit se dérouler en Italie en 1990, se construisent à toute vitesse... D'autant plus que l'échéance approche. Et à si grande vitesse d'ailleurs que depuis juillet 1988, les travaux ont déjà fait onze victimes.

A Gênes, à Bologne, et tout récemment à Palerme, les travaux précipités de construction ou d'aménagement des stades devant permettre le déroulement concommitant des matchs, ont entraîné la mort d'ouvriers. Les syndicats avaient dénoncé, sans que cela soit suivi d'aucun effet, la sécurité non respectée, les horaires outrageusement prolongés, les grues manœuvrées jusqu'à dix heures de suite, y compris de nuit. A Palerme, le 30 août dernier, un échafaudage s'est effondré, faisant quatre morts parmi les travailleurs ; il était notoire que le chantier présentait des «conditions de travail intolérables» et se caractérisait par «l'inexistence des normes les plus élémentaires de sécurité».

Il n'empêche : les épreuves du Mondial sont pour bientôt. Et il y a trop d'intérêts financiers en jeu pour que se relâche la pression visant à terminer à toute vitesse les différents chantiers... quels que soient les risques encourus par les ouvriers.

Grande-Bretagne

L'AMOUR, TOUJOURS L'AMOUR

Anne et Mark, c'est fini. toute l'Angleterre a été informée que le couple princier allait se séparer. C'est l'amour des chevaux qui les avait réunis il y a seize ans, et ce qui les sépare a encore trait au milieu hippique, puisque c'est à la suite d'une histoire de la princesse Anne avec l'écuyer de la Reine que la séparation a lieu.

Le pauvre Mark ne se retrouvera pas pourtant dans la misère, puisque le Trésor royal – alimenté par les contribuables britanniques – va lui allouer une confortable pension. Mieux vaut cela que d'être réduit à compter sur les gains du tiercé.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion aura lieu :

vendredi 6 octobre à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à PARIS (5e)
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F

URSS

LA DIFFICILE RENTRÉE DE GORBATCHEV

Les mouvements de grève se poursuivent en Azerbaïdjan et auraient touché, le 5 septembre, les raffineries de pétrole de Bakou. Ces grèves, organisées par les nationalistes, notamment ceux du Front populaire azeri, ont pour but d'obtenir la reconnaissance du maintien de l'autorité de l'Azerbaïdjan sur l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

Le Soviet suprême de l'URSS avait tenté de trouver une solution au problème que posait cette enclave, en plaçant cette région sous sa juridiction directe après les pogroms anti-arméniens de l'an dernier et la mobilisation arménienne pour le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Aujourd'hui, il semble que cette solution ait fait long feu.

Azerbaïdjan : le regain du mouvement nationaliste

Selon les responsables envoyés sur place par Moscou, on serait au bord de la guerre civile. Il est bien difficile de faire la part des causes principales de ce regain du mouvement nationaliste en Azerbaïdjan – raisons sociales (le chômage est élevé dans cette République), désir des diverses tendances nationalistes ou religieuses de se remettre en selle dans la perspective des prochaines élections aux soviets locaux, après avoir été écartées du pouvoir lors des élections générales du printemps dernier par les «candidats officiels» d'un PC local qui gère le pays comme le ferait une véritable «mafia». Mais en tout cas, le maintien du Haut-Karabakh sous l'autorité de l'Azerbaïdjan a fourni le point de départ d'une nouvelle agitation dans cette République.

L'agitation en Azerbaïdjan s'ajoute à celle qui s'est développée très ouvertement ces dernières semaines dans les pays baltes à l'occasion du 50e anniversaire du pacte germano-soviétique qui avait consacré leur annexion par Staline. Cette commémoration a été marquée en particulier par une manifestation monstre, organisée sous la forme d'une chaîne humaine de 560 kilomètres de long, ponctuée quelquefois de pancartes ouvertement anti-russes telles que : *«Russes, rentrez chez vous»*. Ces derniers jours, le Front populaire letton, qui regrouperait un dixième de la population lettonne, a annoncé qu'il inscrivait carrément à son programme la revendication de l'indépendance de la Lettonie. Jusqu'alors, il n'avait été question que de l'autonomie des pays baltes, et les dirigeants nationalistes de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie semblaient s'être satisfaits de l'autonomie économique qui leur avait été accordée pour le 1er janvier 1990 et qui doit leur assurer un nombre substantiel de postes et de prérogatives au détriment de l'appareil d'Etat central souvent russe. Le mouvement autonomiste des Républiques baltes est donc peut-être en train de franchir un pas.

Enfin, dernière en date, une agitation nationaliste se développe également en Moldavie, région proche de la Roumanie, marquée par une manifestation qui a rassemblé 300 000 personnes le 27 août dernier à Kichinev.

Des problèmes qui se multiplient

En ce mois de septembre, les difficultés semblent donc se multiplier pour Gorbatchev.

En Azerbaïdjan, la situation semble inextricable, le Haut Karabakh étant devenu une terre deux fois promise, à la fois aux Arméniens et aux Azeris. Le mouvement peut être amené à s'affronter au pouvoir central, dans la mesure où celui-ci pourrait intervenir de plus en plus pour maintenir l'ordre ; et aussi, ce qui est nouveau, dans la mesure où le Kremlin se voit accusé, par l'un et l'autre nationalisme, de favoriser le camp opposé en maintenant un relatif statu-quo.

Dans les pays baltes et en Moldavie, le nationalisme prend un caractère anti-russe, et peut devenir rapidement anti-soviétique. Mais dans ces Républiques-là, le pouvoir central peut s'appuyer sur de fortes minorités russophones de fonctionnaires et d'ouvriers qui forment plus du tiers de la population et qui s'inquiètent de la situation. Au point, en Moldavie, de se mettre en grève pour protester contre le projet de loi du Soviet suprême de Moldavie de faire du moldave la seule langue officielle de la République et d'abandonner l'alphabet cyrillique au profit de l'alphabet latin...

Bien sûr, Gorbatchev peut tenter, comme il le fait depuis le début de l'agitation nationaliste d'arbitrer entre certaines factions nationalistes ou par exemple entre les russophones et les nationalistes, afin d'apparaître comme l'homme libéral mais raisonnable au-dessus de la mêlée, le seul pouvant empêcher ces problèmes de s'envenimer encore plus.

Le pari difficile de Gorbatchev

Tout le problème est de savoir si Gorbatchev peut gagner ce pari. Cela peut devenir de plus en plus difficile si les mouvements nationalistes tendent à se radicaliser, comme l'évolution de la situation en Azerbaïdjan, mais aussi dans les pays baltes, pourrait l'indiquer. Et même indépendamment d'une telle radicalisation la multiplication des problèmes peut rendre sa marge de manœuvre de plus en plus étroite. Enfin, au sein même de l'appareil du PC et de l'Etat, les conservateurs ont beau jeu de lui reprocher d'avoir soulevé le couvercle de la boîte de Pandore et d'avoir été celui dont la politique a permis ces manifestations de masse, ces grèves qui éclatent un peu partout, sur des revendications nationalistes ou non. La situation peut leur permettre de regagner du terrain, en accusant Gorbatchev de mener l'URSS à l'éclatement. Plusieurs mises en garde officielles de membres du Bureau Politique du PCUS à la télévision et des articles parus dans la presse centrale fin août-début septembre, et qui menaçaient notamment les nationalistes baltes, sembleraient indiquer en tout cas qu'une fraction de l'appareil, au sommet, s'inquiète d'une situation qui semble de moins en moins contrôlée.

Sylvie FRIEDMAN

Pologne

QUAND LES BUREAUCRATES DEVIENNENT CAPITALISTES

On aurait pu croire que la nomenklatura polonaise, c'est-à-dire les bureaucrates, **les privilégiés du régime, ceux qui** sont la cible de Walesa et les dirigeants de Solidarité, risquait d'être perdante dans le mouvement qui s'est amorcé en Pologne pour redonner ses droits à la propriété capitaliste.

Il semble que tout au contraire bon nombre de bureaucrates membres du Parti Communiste ont commencé à se recycler et à devenir des propriétaires privés. Et ce sont mêmes eux les principaux gagnants dans ce processus.

Des dirigeants de la branche rurale de Solidarité dénoncent ainsi le scandale de l'entreprise Igloopol qui a commencé il y a plus de deux ans. L'Etat avait constitué ce gigantesque consortium en rachetant des terres de paysans pauvres (car en Pologne, dans l'ensemble ce sont les paysans qui possèdent la terre). Des capitaux d'Etat, des exemptions d'impôts avaient permis le développement d'Igloopol qui atteignait il y a deux ans 70 000 hectares. Le régime décida alors de privatiser le consortium qui fut transformé en société par actions, dont les principaux actionnaires sont le vice-ministre de l'Agriculture, sa famille et ses amis. Ce cas est spectaculaire, mais il commence à y en avoir bien d'autres, et ce sont naturellement les bureaucrates, les seuls à avoir un magot de côté – alors que l'ouvrier a du mal à se nourrir – qui peuvent se transformer en investisseurs.

Ainsi certains privilégiés, bien placés, parviennent à faire sous-évaluer la firme **qu'ils dirigent**, et l'achètent ensuite pour un prix très intéressant. *Le Monde,* qui rapporte ces exemples, signale que les Polonais parlent couramment de la *«markétisation de la nomenklatura»* (à cause des Marks allemands).

Le porte-parole de «Solidarité-rurale» se fait, lui, une raison : *«Mieux vaut une nomenklatura privatisée qu'une nomenklatura communiste. C'est la meilleure manière de la neutraliser...»* En voilà un qui ne sait pas de quoi il parle. Ces nouveaux propriétaires qui passent si aisément de la situation de bureaucrates à celle de capitalistes continueront comme par le passé à profiter de leur situation sur le dos de la classe ouvrière... et c'est à leur profit et à celui des capitalistes occidentaux que Solidarité gouvernera la Pologne !

André VICTOR

VERS L'EMPRUNT WALESA ?

Walesa, en visite en RFA, réclame que le monde occidental accorde de nouveaux prêts à la Pologne : dix milliards de dollars supplémentaires, alors que la dette polonaise atteint déjà 39 milliards.

L'Allemagne de l'Ouest, principal créancier (avec 9 milliards) est plutôt réticente. On ne sait déjà pas comment la Pologne va rembourser les dettes existantes, alors autant ne pas en ajouter de nouvelles...

Walesa et les dirigeants de Solidarité expliquent bien sûr que grâce à ces fonds la Pologne pourra prendre un nouveau départ, que la propriété capitaliste va se développer, etc... Mais les banquiers occidentaux savent par expérience, pour avoir abondamment prêté à des pays capitalistes pauvres, qu'il ne suffit pas d'être un pays capitaliste pour devenir solvable.

En insistant, Walesa finira peut-être quand-même par obtenir tout ou partie de ces milliards. Dans ce cas on demandera un jour aux ouvriers polonais de les rembourser. Ils pourront alors remercier leur ancien copain quand ils devront travailler pour les «milliards-Walesa».

A.V.

ENTRE LES DEUX ALLEMAGNES :

DE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES À CELLE DES CAPITAUX ?

Le départ massif de 15 000 à 20 000 Allemands de l'Est, actuellement en transit en Hongrie, aura-t-il lieu ou pas, comme annoncé d'Allemagne de l'Ouest où l'on a préparé lieux d'hébergement et trains spéciaux pour ce début septembre ?

Apparemment, pressions et discussions sont toujours en cours entre les gouvernements des deux Allemagnes, et entre ceux-ci et le gouvernement hongrois. En vertu d'un accord précédent, les autorités de la Hongrie ne peuvent pas, sauf à se dédire, laisser sortir les citoyens est-allemands qui ont obtenu un visa pour la seule Hongrie ; même lorsque, par ailleurs, ceux-ci ont reçu d'une ambassade d'Allemagne de l'Ouest un passeport de citoyen de la RFA (ce qu'ils peuvent obtenir automatiquement en en faisant la demande, en vertu d'une politique de tous les gouvernements de Bonn considérant comme citoyen de leur pays tout citoyen de l'Allemagne de l'Est).

Village de toile en RFA pour accueillir les Allemands de l'Est.

(AFP)

AFP

Manifestation à Leipzig en RDA pour réclamer le droit de quitter le pays.

Les autorités hongroises souhaiteraient aider ces réfugiés, qui campent en attendant sur leur territoire, à gagner la RFA. Elles, qui ont pratiquement démantelé le «rideau de fer» avec leur voisin autrichien, font tout ce qu'elles peuvent pour prouver leur volonté d'ouverture à l'Ouest. Elles doivent néanmoins compter avec les pressions de la RDA et celles du camp dit «socialiste». En particulier, la RDA dispose de moyens de représailles effectifs à l'égard de la Hongrie, avec laquelle se fait une partie non négligeable de son commerce extérieur.

Cela pourrait ne guère peser dans la balance, si par ailleurs la RFA s'engageait, elle, à des compensations en faveur de la Hongrie. Mais la RFA le veut-elle ? Dans quelle mesure et à quel prix ? Tout cela doit être en train de se marchander.

Les chiffres donnés en RFA estiment à 100 000 personnes le mouvement des réfugiés légaux et illégaux depuis le début de l'année, alors que l'année précédente il aurait été de 30 000, et de 300 000 environ sur les dix dernières années. Ces chiffres sont loin de ce que fut la grande vague des réfugiés de 1945 à 1961, période pendant laquelle 3,7 millions de citoyens de RDA étaient passés à l'Ouest, et ce alors qu'avec les rectifications de frontières de l'après-Seconde Guerre mondiale 9,6 millions d'Allemands, expulsés de territoires récupérés par la Pologne ou par l'URSS, avaient grossi également les rangs de la population de la RFA. Cette fuite avait été interrompue brutalement par la construction du «Mur de Berlin», symbole d'une politique de fermeture des frontières de l'Allemagne de l'Est, en 1961.

La RDA est, parmi les pays de l'Est, celui où le niveau de vie est le plus élevé. Et elle ne connaît pas de pénuries, même si la différence avec le niveau de vie de la RFA est très voyante. Certes, les facilités offertes par l'ouverture de la Hongrie, la bienveillance avec laquelle les autorités hongroises ont fermé les yeux sur la traversée de leur frontière, ont dû donner des idées à plus d'un Allemand de l'Est, même si là n'est pas la seule explication, et pas celle que donnent tous ces fugitifs interviewés qu'on nous présente, qui insistent eux sur le manque de libertés et de perspectives que leur offre la vie en RDA. Que ces sentiments – pas plus nouveaux que la dictature qui s'exerce en RDA – se fassent sentir de façon particulière en ce moment, alors que d'autres pays de l'Est, la Pologne, la Hongrie et surtout l'URSS, se libéralisent et s'ouvrent à l'Ouest, est bien compréhensible.

Cela semble en tout cas faire l'affaire d'un certain nombre de patrons ouest-allemands, si l'on en croit la presse, qui attendraient avec impatience l'aubaine que représentent pour eux les réfugiés, cette main-d'œuvre jeune, qualifiée, parlant la langue du pays... et surtout, même si ce n'est pas explicitement dit, pas exigeante question salaire.

En RFA subsistent quelque deux millions de chômeurs, mais ce n'est pas cela qui peut empêcher les patrons de se réjouir d'avoir un meilleur choix et une possibilité d'accroître leur pression sur les salaires en période de remontée de la croissance. Pour les dirigeants et les grands capitalistes de la RFA, le problème est cependant à un autre niveau. Comme l'a exprimé un secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Walter Priesnitz, *«la réunification ne doit pas avoir lieu dans la* (seule) *RFA»*, et le but pour eux n'est sûrement pas le déplacement en masse des Allemands de l'Est. Ils préfèreraient sans nul doute pouvoir investir, encore plus facilement qu'il ne leur est permis aujourd'hui, dans une Allemagne de l'Est assez ouverte à leurs capitaux mais suffisamment fermée aux libertés et à «l'occidentalisation» du mode de vie pour que ses travailleurs continuent à accepter le niveau de vie qui est le leur actuellement, tout en se tenant tranquilles.

De ce point de vue, leur objectif serait plutôt celui d'une réunification par étapes, obtenue par compromis avec les dirigeants de la RDA.

On n'y est certes pas encore, et bien des problèmes sont posés. A commencer par celui de l'intégration de l'appareil d'Etat est-allemand, de ses réticences et de ses craintes. Mais si les individus qui le composent ne veulent pas abandonner la situation que leur position leur confère, la RFA elle non plus n'aurait pas les moyens de se passer de leurs services avant longtemps. La réunification n'implique pas la disparition pure et simple de l'appareil d'Etat est-allemand. Au reste, celui-ci n'est pas fondamentalement différent de celui de l'Allemagne de l'Ouest. Tout comme lui, il a été constitué au lendemain de la guerre à partir de l'Etat du Troisième Reich, et bien souvent avec les mêmes individus aux mêmes postes, tout comme l'appareil d'Etat du Troisième Reich n'était guère différent de celui de la République de Weimar.

Car, c'est bien connu, si les gouvernements changent, les Etats demeurent, que ce soit en Allemagne ou ailleurs. Du moins tant qu'une révolution sociale ne les détruit pas. Et, grâce à l'armée des Alliés d'un côté, à celle de l'URSS de l'autre, l'Allemagne, au moment de l'effondrement et de la défaite, a pu y échapper en 1945.

Cela s'est payé par la division de l'Allemagne en deux. Mais, depuis, près de 45 ans ont passé et aujourd'hui, entre l'URSS et l'impérialisme, la tendance est au rapprochement, à la remise en question des divisions héritées de cette période. Et en dépit de toutes les difficultés qui existent ou qui peuvent surgir, c'est bien à terme le problème de la réunification de l'Allemagne qui est posé. Sous le règne du capital.

Louis GUILBERT

1966-1989

DE LA MANIPULATION DES ÉTUDIANTS CHINOIS AUX RÉPRESSIONS SUCCESSIVES DES VAGUES CONTESTATAIRES

L'histoire de la contestation étudiante et des échos qu'elle a rencontrés dans la population des grandes villes en Chine, comme l'histoire de ses répressions successives, ne commencent pas avec l'année 1989.

La manipulation des étudiants encadrés par l'armée contre la population du temps de la Révolution Culturelle.

L'épisode de la Révolution Culturelle lancée par Mao, en 1966, ne saurait sans abus de langage être qualifiée de "contestataire". Cette Révolution Culturelle, pour reprendre le jargon maoïste, a commencé par un coup de force militaire de Mao, qui visait à maintenir ses propres positions face à ceux qui le contestaient au sein de l'appareil dirigeant du parti. L'apparition en 1966 des premières proclamations étudiantes, des premiers "dazibaos" dans le campus de l'université de Pékin, coïncident avec l'encerclement de Pékin par l'armée... déjà. Pour le reste, il s'est agi d'une manipulation totalitaire de la jeunesse étudiante et scolaire, solidement encadrée par l'armée, transportée gratuitement par train pendant des mois d'un bout de la Chine à l'autre et envoyée dans les villes comme milices supplétives baptisées "gardes rouges", afin de remettre au pas les membres des appareils locaux du parti, trop sensibles aux revendications ouvrières. Il y eut des heurts entre ouvriers et gardes rouges, entre militaires et grévistes (et des répressions sanglantes) ; puis des heurts entre gardes rouges eux-mêmes, qui commençaient à vouloir contester pour leur propre compte. Mao les mit tous d'accord en envoyant ces millions de jeunes qu'il avait mobilisés contre la population urbaine, "à la campagne", à des fins de "rééducation", c'est-à-dire généralement dans des camps de travail forcé. La vague de terreur militaire et policière dura près d'une décennie.

L'utilisation de la jeunesse estudiantine et de l'intelligentsia comme force d'encadrement de la population, parallèlement à l'armée, avec la "rééducation" périodique des "cadres" en question, a toujours été un procédé de gouvernement du régime maoïste, y compris avant la prise du pouvoir en 1949 dans les zones "libérées".

Avec la Révolution Culturelle, le régime maoïste avait sans doute poussé aux extrêmes limites cette mécanique totalitaire.

La première flambée contestataire contre le régime en 1976.

En 1976, quelques mois avant la mort de Mao, une véritable flambée contestataire éclata à Pékin, contre le régime lui-même cette fois.

A vrai dire, dans un premier temps, là aussi, rien ne fut spontané : l'ébranlement vint d'en haut, de l'appareil du parti lui-même, divisé sur la question de la succession imminente de Mao. Deng Xiaoping, qui était en quelque sorte le Zao Ziyang de l'époque, et par ailleurs protégé par Chou En-Lai, en tenait pour les "réformes". A la mort de Chou En-Lai, en janvier 1976, Deng organisa un véritable culte du défunt, dont la popularité s'était accrue les années précédentes pour avoir dénoncé les "excès" de la Révolution Culturelle. Les "réformateurs" organisèrent des funérailles grandioses à Chou En-Lai, lui qui était tombé dans une semi-disgrâce. Le succès populaire des funérailles dépassa toutes les espérances des réformateurs.

Au début 1976, pendant plusieurs mois, le mausolée du défunt, que des anonymes venaient submerger de couronnes de fleurs, fut un point de ralliement protestataire. En avril 1976, 100 000 manifestants (dont beaucoup d'anciens gardes rouges revenus illégalement en ville et définitivement hostiles à Mao), occupèrent la place Tien Anmen puis assiégèrent le palais de l'Assemblée du peuple, où la police avait confisqué les couronnes de fleurs du mausolée de Chou En-Lai. La police tira sur la foule. Ce fut le massacre : des centaines de morts. Puis vinrent les rafles policières, les campagnes de dénonciation, pendant que l'armée, là encore, entourait Pékin. Il s'agit d'un véritable coup de force militaire d'où sortirent vainqueurs, pour quelques mois seulement, la femme de Mao et ses partisans qui s'étaient faits les champions de la Révolution Culturelle.

Mao devait mourir quelques mois plus tard, en septembre. Il s'en suivit une nouvelle lutte pour la succession, au cours de laquelle la majorité de l'état-major lâcha la "bande des quatre" pour se rallier à Deng Xiaoping. Les étudiants d'avril 1976 restaient en prison... ou "à la campagne". L'intimidation et la terreur continuaient à peser. Vainqueur cette fois de la lutte pour la succession de Mao, Deng Xiaoping élargit simplement celle-ci aux partisans de la veuve de Mao, ou supposés tels. Le procès à grand spectacle de la "bande des quatre" put commencer, ainsi que le règne de Deng Xiaoping.

Deng Xiaoping entreprit alors de "démaoïser" la Chine, comme Khrouchtchev avait tenté de "déstaliniser" l'URSS en 1956. Mais, fort sans doute de l'expérience malheureuse de Khrouchtchev qui passa lui-même à la trappe, Deng Xiaoping s'engagea dans cette voie avec circonspection. Il fit alterner de brèves périodes de "dégel" et de longues périodes de vagues répressives et de durcissements politiques (selon un procédé bien connu de Mao lui-même).

Le premier "Printemps de Pékin" de 1978-79, et sa répression.

Deux ans après la répression de 1976, à la fin de 1978, c'est d'en-haut, de l'appareil dirigeant, encore une fois, que vint l'appel à la "démaoïsation" et à la "libéralisation" du régime. C'était le début de ce qu'on appela pour la première fois le "Printemps de Pékin", rappelant la période "Cent Fleurs", en 1956, sous Mao.

A l'origine, il y eut une initiative de la municipalité de Pékin réhabilitant les victimes du maoïsme et de la Révolution Culturelle, comme celle du massacre et de la répression de 1976.

Pendant plusieurs mois, les dazibaos, apparemment rédigés cette fois par de véritables contestataires, fleurirent sur le "Mur de la démocratie", à un carrefour de Pékin. Un ancien garde rouge, Wei Jingsheng, devint leader du mouvement contestataire étudiant. Son manifeste-dazibao, réclamant une "cinquième modernisation, la démocratie" (le nouveau slogan du régime vantait la mise en œuvre de "quatre modernisations" économiques pour la Chine), fit le tour des campus universitaires. Fin 1978, le Mur de la démocratie devint une sorte de Hyde Park, avec des meetings répétés de plusieurs milliers de personnes. Puisque la mairie de Pékin et les hauts dignitaires du régime les y encourageaient officiellement, des milliers de gens vinrent à Pékin exprimer leurs plaintes (on les appela les "plaignants") et leurs doléances : qui contre la police et ses sévices, qui contre un responsable ou un juge corrompu, ou encore pour la réhabilitation d'un père, d'une sœur injustement condamnés, etc. Cela tournait à l'engouement populaire.

Lors des obsèques de Chou En-Laï.

LA RÉPRESSION

(AFP)

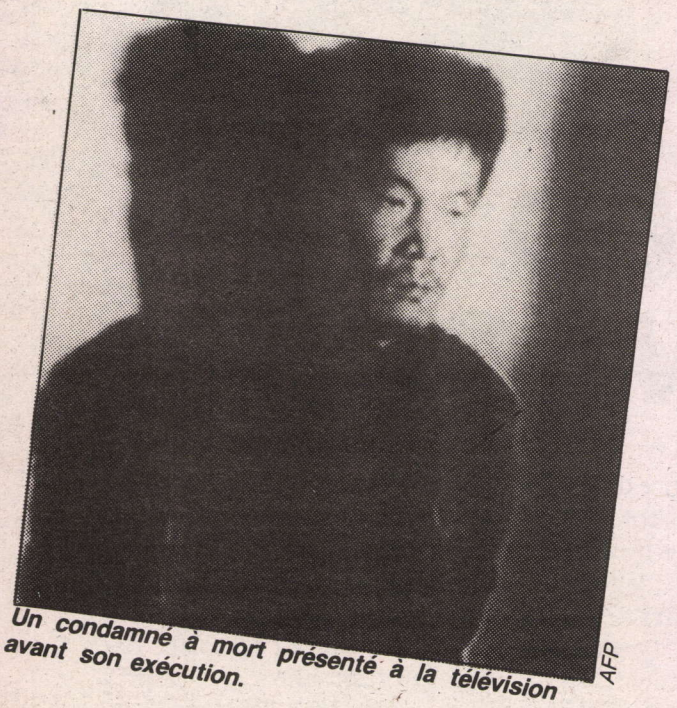
Pékin écrasé par les chars.

Amnesty International vient de publier un rapport sur la répression en Chine. Réalisé à partir d'articles de presse, de documents et d'interviews, ce rapport fait le bilan minimum de ce qu'on peut savoir de la répression du dernier «Printemps de Pékin» : celle-ci a fait plusieurs milliers de blessés et au moins mille trois cents morts (le chiffre officiel est de 200), abattus par l'armée dans les quartiers ouest de la capitale et aux alentours de la place Tien Anmen ; et, depuis, beaucoup plus que les 4 000 arrestations officielles. Ce chiffre est sûrement très loin de la réalité (des diplomates parlent de 10 000 à 30 000 arrestations) impossible à connaître car la peur paralyse beaucoup de témoins et le gouvernement chinois tient, maintenant, à éliminer en secret.

Après la publicité faite autour des premiers condamnés à mort, exhibés à la télévision pour stigmatiser les «crimes contre l'Etat», le silence est retombé. Mais l'Etat chinois continue les arrestations en masse, les tortures systématiques et les exécutions sommaires et clandestines.

D'après un journal de Hong-Kong, cité par *Le Monde*, le vice-président de la République chinoise a appelé, en juillet, à *«totalement éradiquer les bourgeois libéraux, émeutiers et contre-révolutionnaires, (à) en supprimer un grand nombre, les tuer ou les rééduquer, (...) à en envoyer un grand nombre en camps de travail».*

EN CHINE



Un condamné à mort présenté à la télévision avant son exécution. AFP

C'est un langage que tous les gouvernements chinois, de Mao à Deng Xiaoping, ont utilisé pour justifier la répression et les campagnes de «rectification» périodiques, c'est-à-dire de terreur contre la population.

Après le bain de sang de juin dernier à Pékin, a commencé la terreur silencieuse, plus meurtrière encore.

Cela dit, il semble qu'encore une fois en Chine la répression, la mécanique totalitaire, garde bel et bien son caractère de classe et s'exerce, en quelque sorte, à deux vitesses.

On se souvient comment, au lendemain du massacre de la place Tien Anmen, les premiers condamnés à mort dans des procès publics et expéditifs furent, probablement à titre exemplaire, de simples travailleurs. Il fallait faire savoir aux ouvriers qu'il leur en coûterait très cher de s'être mobilisés à la suite des étudiants, plus cher encore qu'aux étudiants eux-mêmes.

Aujourd'hui, c'est encore l'heure du quadrillage systématique, des listes noires, du «classement» des travailleurs par catégories pour mieux cerner les «ennemis du peuple», comme le rapporte *Libération* du 30 août. Ce quotidien raconte aussi que c'est par camions entiers – selon le témoignage de Pékinois – que les «contre-révolutionnaires» sont amenés dans un centre de détention d'où les voisins entendent les hurlements de ceux qu'on «interroge».

Mais le plus notable encore c'est que les virages et les règlements de comptes entre cliques à la tête du régime, et cela pratiquement depuis le début du régime maoïste, ne se passent pas exactement de la même façon au sommet... et à la base, au sein de la population.

Car, curieusement, ces mêmes dirigeants qui furent victimes de «purges», comme Deng Xiaoping lui-même (il fut écarté du pouvoir lors du Grand Bond en Avant, puis lors de la Révolution Culturelle... comme bien d'autres avec lui), réapparaissent, tel le phénix, cinq dix ou quinze ans après, comme «réformateurs» du moment, en attendant de faire passer à la trappe plus réformateurs qu'eux...

Zao Ziyang, aujourd'hui en disgrâce, pourrait tout aussi bien être l'homme du recours quand Deng Xiaoping aura fait son temps.

Car lorsqu'en Chine on envoie les opposants réels ou supposés «à la campagne», les séjours ne se ressemblent pas tous. Il y a les millions de gens qui ont peuplé les «campagnes» du nord de la Mandchourie, c'est-à-dire les camps de travail forcé de cette Sibérie chinoise dont personne ne s'évade et où l'on succombe en quelques années, et il y a aussi les simples retraites campagnardes de dignitaires en disgrâce, qui attendent patiemment leur heure.

La Chine dite populaire mérite bien peu son nom. Quelques grandes familles, généralement issues de la bourgeoisie compradore et des cliques de mandarins de l'ancien régime (et pas seulement des vétérans de la «Longue Marche»), colonisent tel ou tel secteur de l'appareil d'Etat, du parti, de l'armée, de l'administration. Et quand les chefs de clans se disputent le pouvoir, ils veillent malgré tout à ne pas éliminer trop radicalement les chefs rivaux, par crainte des représailles des clans adverses.

A ce niveau-là, les luttes pour le pouvoir obéissent peut-être aux règles du jeu de go... Aux élites dirigeantes, l'alternance à la chinoise; au peuple des villes ou des champs, aux travailleurs, les campagnes de terreur et l'intimidation totalitaire.

Sylvie MARECHAL

Manifestation d'étudiants, en 1979, demandant à l'armée de restituer des bâtiments de l'Université de Pékin qu'elle occupait depuis la Révolution culturelle. La pancarte représente un militaire affalé sur des livres.

AFP

Fin novembre 1978, des dizaines de milliers de gens se rassemblèrent à Pékin. Le lendemain, un dazibao, sans doute affiché par la municipalité, annonça que les *"forums de discussion* (étaient) *suspendus dans l'intérêt de l'unité et de la stabilité du pays"*. Le mouvement retombait un peu à Pékin. Mais il s'étendit en province. Des dizaines de milliers de jeunes manifestèrent à Shanghaï (dont beaucoup de jeunes envoyés dans les campagnes, revenus illégalement en ville, qui scandaient *"Nous voulons du travail"*). Les premières arrestations eurent lieu en décembre 1978. En janvier 1979, au jour anniversaire de la mort de Chou En-Lai, plusieurs milliers de gens manifestèrent sur la place Tien Anmen. De nouvelles arrestations eurent lieu. Entre-temps, Deng Xiaoping, consacré l'homme de l'année par les Occidentaux, s'envolait pour son premier voyage historique aux Etats-Unis ; le 16 février, la guerre sino-vietnamienne commençait...

A Pékin, les dazibaos furent désormais interdits. Le 16 mars 1979, Deng Xiaoping critiqua *"les excès auxquels a donné lieu la libéralisation des derniers mois"*. Le 29 mars, le leader étudiant Wei Jingshen fut arrêté. Il allait être condamné à quinze ans de prison (il n'a toujours pas été libéré) quelques mois plus tard. Il y eut encore d'autres arrestations. Le 5 avril, le jour prévu pour commémorer le massacre de 1976 sur la place Tien Anmen, 15 dissidents furent arrêtés préventivement. Mais la foule était au rendez-vous : la place Tien Anmen était noire de monde.

Cette fois-ci, il n'y eut pas de bain de sang, pas d'intervention intempestive de la police ou de l'armée. L'appareil dirigeant semblait soudé. Pas besoin de coup de force militaire. Mais ce fut le début d'une vague de répression systématique aussi massive que silencieuse avec ses rafles, ses listes noires, ses arrestations, ses déportations.

Le cours libéral en matière économique, auquel l'Occident rend hommage, commençait par un appesantissement de la dictature.

La vague de terreur de 1983 à 1986.

A partir de 1980 commença véritablement dans les campagnes la décollectivisation et la réhabilitation du commerce et de l'artisanat privé dans les villes, et parallèlement à l'ouverture de "zones économiques spéciales" (des zones franches) aux hommes d'affaires occidentaux, dans les villes côtières. La répression, quant à elle, ne s'allégea pas.

Parallèlement à cette libéralisation économique tous azimuts, commença en 1983 une violente campagne pour écraser la criminalité *"qui se développe dans la Chine des quatre modernisations"*. Des cadres furent limogés. En une seule nuit d'été, la police interpella à Pékin plus de trois mille suspects. Une campagne *"contre le crime, la pollution spirituelle et pour la purification du parti"* fut lancée.

La terreur allait durer trois ans.

Les "criminels" condamnés à mort sont montrés dans des lieux publics, devant des foules convoquées pour l'occasion, où l'on voit les élèves des écoles amenés par leurs professeurs. Ils sont ensuite exécutés un peu à l'écart d'une balle dans la nuque. Les photos des condamnés à mort, le crâne rasé, une pancarte au cou détaillant leurs crimes, sont régulièrement affichées dans les endroits publics. En général, ils n'ont rien fait (il ne faut pas grand-chose pour être soupçonné et accusé de vol ou de viol). Mais cette campagne contre la criminalité permet aussi à bien des cadres régionaux de se débarrasser des "grandes gueules" locales. En trois ans, cette "campagne" fit, selon Amnesty International, plus de 30 000 morts, dont certains exécutés pour "vol de bicyclette".

Les manifestations étudiantes de l'hiver 86-87.

Le totalitarisme continue de sévir dans la Chine de Deng Xiaoping. Mais les télévisions japonaises en couleur commencèrent à envahir les foyers chinois. On n'était pas moins pauvre mais, comme dans bien des pays sous-développés, il est plus facile de fournir la télévision et les transistors que de faire mettre le tout-à-l'égout à Pékin et de doter les logements de l'eau courante.

Mais avec la télévision, il n'y avait pas seulement la propagande gouvernementale qui passait, ni seulement l'exhibition des criminels de "droit commun" condamnés à mort pour l'exemple. En 1986, il y eut les images des manifestations étudiantes de Corée du Sud, et aussi de celles de Paris, à la fin de l'automne !

En tout cas, désormais, les étudiants chinois prirent modèle sur les manifestants coréens. On retint la façon dont ceux-ci tenaient tête à la police, à ses gaz lacrymogènes.

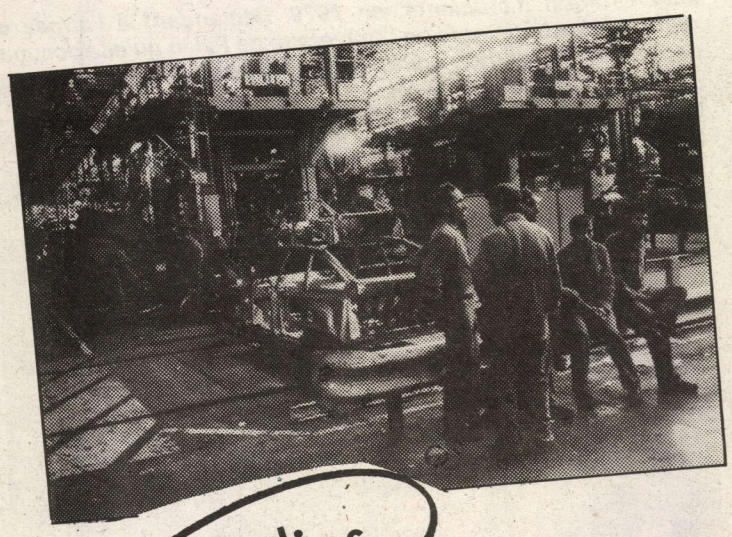
Toujours est-il qu'en décembre 1986, on assista en Chine à une nouvelle flambée de contestation étudiante. De décembre 1986 à janvier 1987, il y eut au moins une manifestation par jour dans 16 grandes villes chinoises. Sur les écrans de télévision du monde entier, les étudiants chinois relayaient les manifestations étudiantes parisiennes d'un mois auparavant. Mais fin décembre à Shanghaï, phénomène nouveau : des dizaines de milliers d'ouvriers défilèrent avec les étudiants. Le régime commença à s'inquiéter sérieusement.

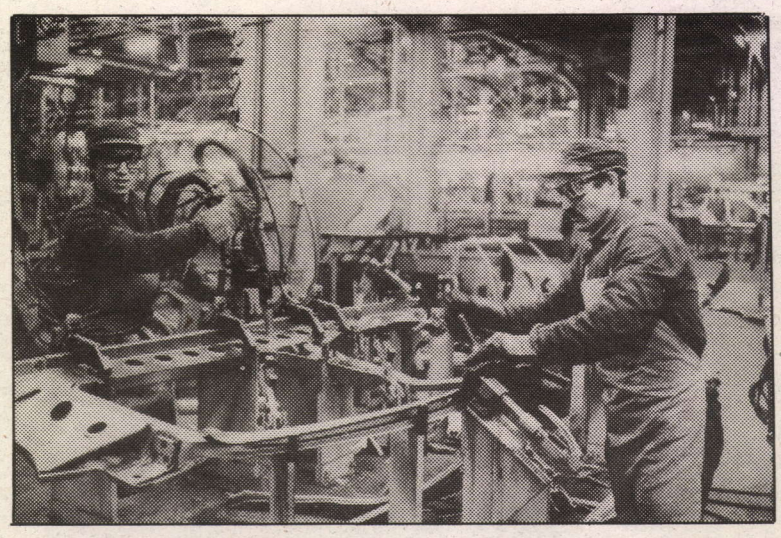
Le 25 décembre, Deng Xiaoping fit interdire les manifestations.

Après une dernière manifestation début janvier, le mouvement s'éteint. Deng Xiaoping avait alors promis qu'aucun étudiant ne serait arrêté. Mais on fit des rafles et on arrêta de jeunes ouvriers...

Déjà.

Huguette CHEVIREAU





Renault Flins

INTÉRIMAIRES ET CDD NE SE LAISSENT PAS ARNAQUER

Chaque année, la Régie emploie à Flins, pendant la période juillet-août-septembre, plusieurs centaines de jeunes, très souvent enfants ou proches de membres du personnel de l'usine, comme «stagiaires vacances».

Cette année, ce sont plus de 800 fils et filles de travailleurs qui ont passé un, deux mois ou plus à boucher les trous sur les chaînes, à combler les effectifs au MPR (magasin des pièces de rechange), etc.

Pour tout cela, la direction leur offrait royalement le plus bas salaire de la plus basse catégorie de la grille Renault : coefficient 165, salaire de base 5012 F, ce que plus personne ne touche réellement à l'usine.

Sans complexe, la direction ! En fait, ce contrat n'était absolument pas conforme. En effet les stagiaires, comme tout travailleur en «CDD» (Contrat à Durée Déterminée), doivent toucher le salaire réellement pratiqué dans la catégorie du travailleur qu'ils remplacent et dont le nom doit figurer sur leur contrat ; ce qui n'était évidemment pas le cas.

D'où des protestations, des démarches. La direction renâclait et, si on avait écouté certains petits chefs, il aurait fallu au contraire dire «merci patron» pour ce qu'ils considéraient comme un cadeau fait aux jeunes.

Quand même, ces protestations portèrent leurs fruits : sur la paye de juillet, les stagiaires virent apparaître un «complément de base» de 589 F. Sans rectifier les contrats, la direction leur donnait le salaire réellement pratiqué à l'usine en production, même si c'était encore au plus bas de l'échelle.

En août, rebelote ! Mais cette fois-ci, la production étant arrêtée, les stagiaires se sont retrouvés dans des secteurs d'entretien ou d'outillage : faisant un travail de professionnel, ils perdaient encore plus.

Puisqu'on en était au problème des contrats, les intérimaires se sont mis eux aussi à éplucher les leurs. Et ils ont constaté qu'on leur avait «oublié» des primes, parfois non négligeables (2,47 F de l'heure aux Presses) et qu'on les payait le plus souvent comme P2 alors qu'ils remplaçaient des postes de P3 ou d'ATP.

Pas de doute, il allait falloir encore se manifester auprès de la direction : petits rassemblements sur le parking autour d'un délégué CFDT, visite à l'inspectrice du travail, examen des contrats, discussions dans les ateliers et à la cantine, délégation des intérimaires des Presses à la direction du secteur...

Finalement, pour les intérimaires, le chef du personnel s'est engagé à intervenir auprès des maisons d'intérim pour qu'elles payent les primes ; les contrats seront refaits et un bon nombre d'intérimaires P2 ont obtenu de leur hiérarchie de passer P3.

Pour les stagiaires, la direction, bien forcée, a reconnu officiellement qu'il y avait des irrégularités. Ceux qui sont encore là en septembre vont donc avoir un nouveau contrat et seront payés au tarif. Ceux qui sont déjà partis verront leur paye régularisée avec, entre autres, la prime de fin de contrat, «oubliée» elle aussi. Et ceux qui ont remplacé des professionnels ? Après avoir nié l'évidence, la direction a fini par reconnaître que dans bien des cas c'était vrai, sans dire pour le moment combien elle allait réellement en payer comme P2 ou P3.

Dans les mois qui viennent, il est prévu 1000 à 1500 intérimaires à Flins. Ce qui s'est passé pendant la période des congés est une bonne base pour imposer aux patrons de la Régie et des boîtes d'intérim de respecter les travailleurs.

Correspondant LO

Renault Douai

LES INTÉRIMAIRES VEULENT

La Renault 19 et la Chamade se vendent bien. Et du coup, à l'usine Renault de Douai, où ces modèles sont montés, c'est la frénésie de la production. On ne compte plus les demandes d'heures supplémentaires, les samedis travaillés. Les chefs font pression régulièrement pour qu'on continue de faire tourner les chaînes pendant les pauses, avec plus ou moins de succès suivant les secteurs.

Bien entendu, ils s'acharnent plus sur les intérimaires, qui hésitent plus à les envoyer paître, à cause de leur situation précaire. Le renouvellement de contrat est le moyen de chantage couramment employé.

Et la Régie, entreprise nationalisée, et soi-disant «modèle», a très largement recours au travail intérimaire : avant les congés, à côté d'un effectif Renault de 5 326 ouvriers et 1500 cadres et ETAM, il y avait plus de 1 800 intérimaires, dont l'énorme majorité sur chaînes. Certains d'entre eux sont même-là depuis 5 ans, avec quelques interruptions de contrat.

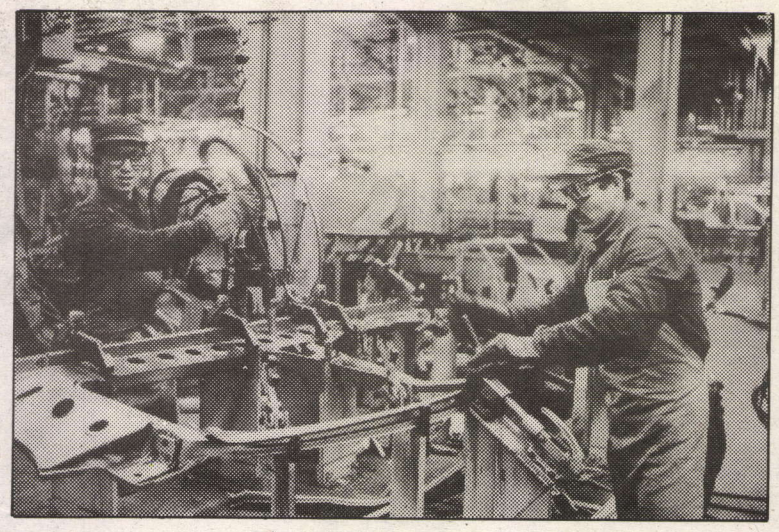
Même des revues patronales ont pu parler d'abus du travail intérimaire à Renault-Douai. Bien sûr, la solution Renault n'a pas été d'embaucher, mais de se débarrasser de 800 intérimaires après les congés. «Fin de contrat», dit la direction, suivant la formule consacrée et bien pratique qui permet d'éviter de parler de licenciements.

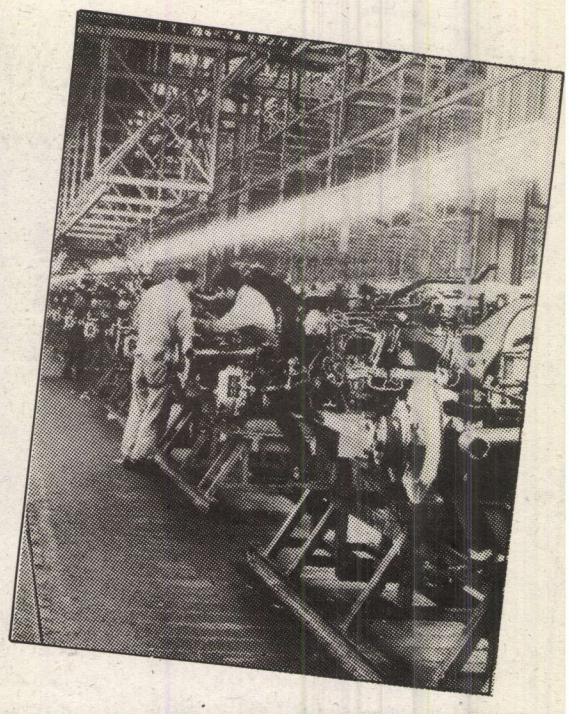
Mais ceux qui restent ont-ils vraiment «de la chance», comme le leur répètent les chefs ? En profitant de la coupure des congés en août, la Régie, ou les entreprises d'intérim, ou les deux à la fois, leur ont fait un sale coup supplémentaire en ne leur payant pas les IPE (indemnités de précarité) qu'ils attendaient. Les IPE, c'est 10% du salaire brut total d'une mission, congés payés inclus, versés en fin de mission. C'est même 15% quand on reste plus de 3 jours sans retrouver une mission comparable. La plupart des intérimaires arrivant en fin de mission à la fin du mois de juillet attendaient le versement de sommes allant de 6 000 F à 10 000 F parfois. Mais voilà qu'on leur explique qu'ils sont repris depuis début août et que donc le versement des IPE est remis à plus tard, même si, comme le précise l'avenant qu'on leur fait signer, *«l'usine étant fermée en août, aucun traitement ne leur est dû pour cette période»*. Cet avenant, qu'il faut signer pour être repris, est par ailleurs un vrai boulet. Si l'intérimaire décide de s'en aller en cours de mission, les IPE risquent d'être perdus.

En tout cas, tout le monde comptait sur l'argent des IPE. Et dès la reprise du travail, les discussions entre intérimaires allaient bon train, même si l'on ne se connaissait pas auparavant.

La première réaction de tous, au début, était : *«Quels sont nos droits ?»*. Certains sont allés voir

Renault Flins





PROFITS RECORDS
ET, POUR LES SALARIÉS... UN DEMI-POUR-CENT !

La Régie Renault va, le 1er octobre, accorder royalement 0,5% d'augmentation exceptionnelle du salaire de base. Exceptionnelle, car cette augmentation ne devait être effective que si ses bénéfices dépassaient les 3 milliards de francs pour le premier semestre 1989.

Au total, cela porte à 2,5% l'augmentation des salaires Renault pour l'année 1989. Une misère, alors que la Régie a empoché pour l'année 1988 8,9 milliards de francs de bénéfice, record historique ! Une misère qui est, de plus, inférieure à la hausse du coût de la vie, qui court actuellement à un rythme de 3,5% l'an.

A Flins, cette «augmentation» a été accueillie avec une certaine ironie. Tout le monde a noté que le prix des cars qui nous amènent à l'usine a augmenté, lui, de 6% au mois d'août. Et beaucoup se demandent également si, avec les projets de taxation supplémentaire du gouvernement à propos de la Sécurité sociale, on ne va pas se retrouver, après cette mirifique augmentation, avec un salaire de base inférieur à celui d'aujourd'hui.

En fait, la Régie diminue sciemment dans la paie la part du salaire de base, celle sur laquelle toutes les cotisations sont calculées, et la seule sur laquelle un travailleur peut vraiment compter en fin de mois. Et cela, au profit de primes de toute sorte, qui sont saupoudrées tout au long de l'année : prime d'intéressement distribuée trimestriellement (et qui échappe au calcul des cotisations sociales), prime de qualité «Flins plus», etc. Elle n'hésite pas, comme en décembre 1988, et peut-être aussi cette année, à faire une avance sur une prime de l'année suivante si elle craint que la faiblesse de la paie ne soit trop visible... Mais faire de la cavalerie avec nos payes, c'est tout de même insuffisant pour cacher la misère !

Correspondant LO

LEUR DÛ

l'inspection du travail. Réponse : *«Beaucoup viennent nous voir. Il y a un problème en effet. Nous allons enquêter. Mais vous pouvez toujours aller aux Prud'hommes»*. Mais bien peu ont envie, évidemment, de se faire remarquer de cette façon, et de se retrouver ensuite en fin de contrat ! Les chefs consultés, à Renault, répondent que les agences d'intérim doivent verser les IPE. Les agences d'intérim consultées répondent que Renault n'a pas versé l'argent des IPE, et qu'elles ne peuvent l'avancer.

Tout le monde semble se renvoyer la balle, ce qui contribue à faire monter la colère chez les intérimaires. Certains commencent à faire remarquer que certaines chaînes ne tournent que grâce à eux.

Enfin, au moins une des nombreuses agences d'intérim a commencé à verser les IPE. Alors, se dit-on, pourquoi une et pas les autres ? Et cela ne peut qu'encourager les intérimaires à se regrouper pour exiger leur dû !

Correspondant LO

Citroën Asnières

LA PRODUCTION... AVEC LA PEAU DES OUVRIERS

A Citroën-Asnières, le jour de la rentrée, mardi 29 août, une explosion de gaz a brûlé gravement deux ouvriers. Le SAMU n'ayant pas trouvé de place dans un service de «grands brûlés» dans la région parisienne, ils ont été envoyés à Montpellier. Et c'est par téléphone qu'on a appris, à l'usine, que le plus jeune (29 ans) vient juste de reprendre connaissance. Les médecins ne se prononcent pas sur son état de santé pour la suite.

Cela fait des années que, régulièrement, dans l'usine, on sentait le gaz, dans le coin où c'est produite l'explosion, mais pas uniquement. La direction en était amplement tenue au courant par le Comité d'hygiène et sécurité. Mais rien n'avait été fait. Les installations, le compteur à gaz, où a eu lieu l'explosion, n'avaient pas été rénovés ni remplacés. Le directeur, lui, affirmait : *«Des vérifications ont été faites, les conditions sont normales»*. De plus, le responsable des «Centrales», celui qui a envoyé ce mardi 29 les ouvriers mesurer la fuite de gaz, ne savait même pas se servir de l'appareil de mesure, comme on a pu le constater après l'accident. La direction avait sans doute placé là un de ses sbires après la fermeture de l'usine de Nanterre, en dépit de son incompétence. Beaucoup d'entre nous avaient pu voir qu'il servait surtout à surveiller les ouvriers. Mais au bout du compte c'est bien la direction qui est responsable et du choix du responsable des «Centrales» et de la vétusté des installations de gaz.

L'usine d'Asnières est une vieille usine dans laquelle Citroën a investi pour la production en installant quelques robots. Mais, pour la sécurité, il n'y a même pas un entretien suffisant. Dans du vieux, on produit de quoi faire des bagnoles neuves et modernes... mais c'est bien avec la peau des ouvriers !

Correspondant LO

LES BELLES FRANÇAISES

Après la XM de Citroën, c'est au tour de la marque Peugeot, du même groupe, de lancer une voiture haut de gamme, la 605.

C'est qu'aujourd'hui ce n'est pas la crise pour tout le monde. Le marché de la voiture de luxe se porte plutôt bien. Il représente en Europe un million sept cent mille véhicules et 14% des immatriculations, avec d'ailleurs de grandes variations suivant les pays : 39% en Suède, 24% en RFA, 12% en Grande-Bretagne, 10% en France, 8,8% en Italie.

Alors, le souci de Peugeot, mais aussi d'ailleurs de Renault, c'est viser cette clientèle qui n'a d'yeux aujourd'hui que pour les belles Allemandes.

Pour réussir sa percée, Peugeot n'a pas mégoté sur les investissements : 9 milliards de francs, dont 5 déjà engagés. Calvet, le PDG du groupe PSA, s'est dit prêt à rouler un jour en XM, l'autre en 605. Ah, si tous les riches pouvaient l'imiter !

Un petit détail encore : la 605 coûtera à sa sortie entre 12 et 24 millions de centimes. Il faut bien ça pour faire la pige à Mercedes !

Peugeot Mulhouse

GRÈVE POUR LES SALAIRES

A Peugeot-Mulhouse, usine de 13 000 salariés (dont 9 000 ouvriers) où on fabrique la 205, dès la reprise, dans les secteurs de production et en particulier en Carrosserie (atelier de 3 800 salariés), le mécontentement se faisait entendre de toute part : salaire de misère, augmentation des charges de travail, des kyrielles de samedis travaillés quasiment obligatoires ; il n'était pas question de reprendre le collier pour un an sans rien dire !

Déjà en juillet, des professionnels de l'Emboutissage avaient débrayé pour une augmentation de 500 F en donnant à la direction un ultimatum au 15 septembre. Et dès le premier jour de travail, des militants CGT de Carrosserie faisaient signer avec succès une pétition pour 1500 F d'augmentation mensuelle.

Aussi le vendredi 1er septembre au soir, 30 ouvriers du secteur Linecar-Fata de Carrosserie, ont débrayé pour les salaires, décidant de remettre ça les jours de la semaine suivante pour tenter d'entraîner leurs camarades dans la lutte. Le même jour, 15 ouvriers du secteur Siège-Ligne 2 toujours de Carrosserie se réunissaient, décidant de boycotter collectivement le travail du samedi 2 septembre – ce qu'ils firent – et d'aller porter ensemble le lundi 4 une pétition réclamant 500 F par mois. Sur la ligne 3 de Carrosserie de l'autre équipe, le lundi 4 septembre, les ouvriers décidaient de se réunir le lendemain pour préparer et décider la grève. Mais le 5 au matin ceux du Linecar-Fata arrivaient à entraîner de proche en proche d'autres secteurs de Carrosserie. Ils se retrouvaient ainsi à 400 du matin à attendre l'équipe de l'après-midi. Et là, en circulant d'abord en Carrosserie puis dans les autres ateliers de l'usine, les grévistes appuyés par les syndicats, voyaient leur nombre grossir (les syndicats donnent le chiffre de 1700 grévistes pour les 2 équipes) et arrivaient à empêcher toute réelle production.

Le lendemain, le mercredi 6 septembre, à nouveau en partant de Carrosserie, un noyau de 200 ouvriers et militants qui s'étaient regroupés devant les portes de l'atelier entraînaient suffisamment d'ouvriers pour bloquer la production. Et dans l'équipe de l'après-midi, ils étaient déjà bien 700 grévistes pour l'atelier de Carrosserie seul, avant de partir à nouveau dans les autres secteurs de l'usine. Le soir, ils se comptaient plus nombreux que la veille (les syndicats donnent le chiffre de 3 000 grévistes pour les 2 équipes) et beaucoup sentaient dès lors qu'un cap avait été franchi. Ils ne reculeraient plus. Cette fois, c'était parti pour de bon.

Pour le moment, la direction essaye de faire le vide devant les grévistes, évitant tout heurt et tentant de dissimuler les non-grévistes aux grévistes (l'usine est immense), pour essayer de les regrouper, après leur passage , sur une chaîne, histoire de faire croire qu'on travaille. C'est comme ça en Carrosserie, mais dans d'autres secteurs où les ouvriers hésitent encore, elle installe des cordons sanitaires d'agents de maîtrise, trouvant alors la complicité des syndicats qui essaient eux aussi d'éviter tout contact, se contentant d'entraîner les grévistes à manifester dans les ateliers, mais pas à discuter et convaincre ceux qui sont encore spectateurs.

Parce que si des militants CGT, en particulier, ont joué un rôle certain dans le déclenchement de la grève, on sent très bien que les directions syndicales se laissent seulement porter, essayant surtout d'éviter toute initiative qui pourrait les déborder.

Alors si le flot de la grève n'est pas pour le moment impétueux et irrésistible, le courant se gonfle néanmoins et la confiance en eux et même l'euphorie commencent à gagner les grévistes qui commencent à se sentir libérés de tout ce qu'ils ont subi pendant des années, bas salaires, cadences, humiliations. Ils retrouvent leur dignité.

Bien sûr, bien des problèmes vont se trouver posés, notamment celui de l'organisation et de la direction de la grève, de préciser les revendications, de faire en sorte qu'il y ait une vraie démocratie ouvrière et ne pas laisser les décisions aux mains d'une toute petite poignée de délégués officiels.

Correspondant LO

PTT

APRÈS LE RAPPORT PRÉVOT

Dans les PTT, à la suite de la publication du rapport Prévot, l'assistance a été, en général, plus nombreuse que d'ordinaire aux réunions d'information qu'ont organisées les syndicats.

L'ambiance pour l'instant est à l'attente par rapport aux décisions que va prendre le gouvernement à la suite de ce rapport. Mais cet attentisme est mêlé d'inquiétude : inquiétude sur la garantie de l'emploi, inquiétude sur les possibilités de mutation en province que beaucoup attendent, inquiétude sur les salaires avec l'introduction de ce que Prévot nomme «l'intéressement».

«Est-ce qu'on pourra continuer à être muté aux Télécoms s'il y a séparation entre la Poste et les Télécoms ?», «nos salaires ne risquent-ils pas d'être encore plus réduits avec la séparation en deux des PTT, et la perte côté Poste des bénéfices des Télécoms ?» se demandent certains employés des centres de tri comme celui de Paris-PLM, tandis que les employées du centre de Télécoms Paris-Inter-Archives s'interrogent : *«Ne vont-ils pas en profiter pour réduire le régime de retraite à 70% ?», «ne vont-ils pas pouvoir licencier comme dans le privé ?».*

Les propos rassurants de Prévot et du ministre, Paul Quilès, sont accueillis avec un certain scepticisme : *«Pourquoi veulent-ils changer le statut, puisqu'ils disent qu'ils ne veulent rien changer pour nous ?»*

Quant aux syndicats, si la CGT poursuit sa politique de dénonciation de *«la privatisation des PTT»*, en particulier dans le secteur des Télécoms, on remarque qu'elle met aussi en avant des revendications de salaires, *«6 500 F par mois minimum - Au moins 1500 F d'augmentation mensuelle»*, comme le proclame sa fédération PTT (comme d'ailleurs les fédérations CGT de la Fonction publique). Le SUD appelle à *«une mobilisation unitaire et démocratique contre le rapport Prévot»*. FO rejette le projet. Quant à la CFDT, elle dit qu'elle veut négocier avec le ministre les projets gouvernementaux , tout en affirmant qu'elle est contre le rapport actuel.

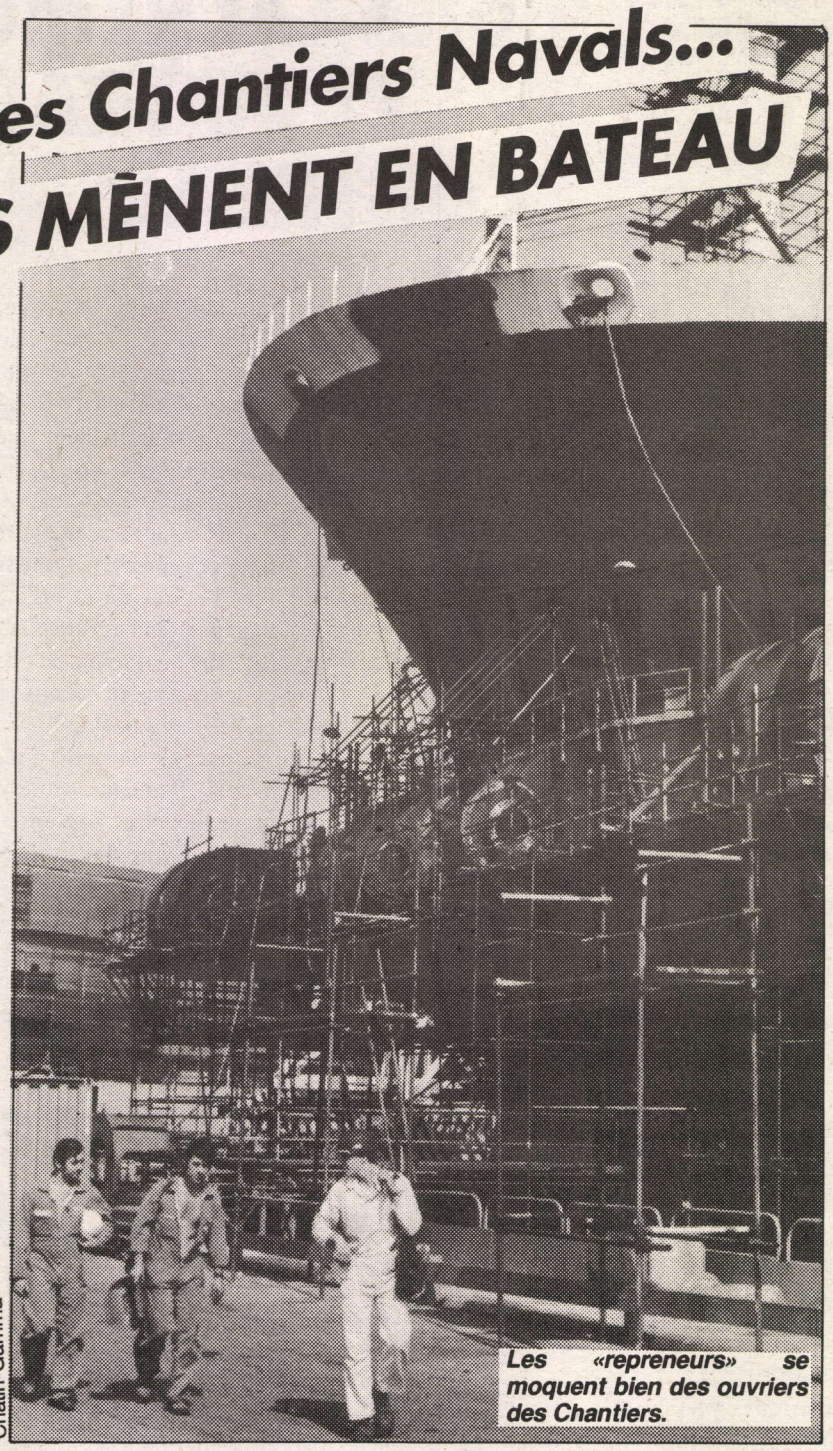
En tout cas, parallèlement aux discussions sur ce projet, une des préoccupations principales des postiers reste les salaires, d'autant que sur la question du statut nombreux sont ceux qui réagissent avec fatalisme – il faut dire que les rapports ou projets sur ce sujet ont abondé ces dernières années – et pensent que *«les décisions sont déjà prises et qu'on ne pourra pas grand'chose»*. Et le souci des salaires se comprend aisément dans un secteur où 40% du personnel gagne moins de 6 000 F par mois...

Correspondant LO

La Ciotat

La reprise des Chantiers Navals... ILS NOUS MÈNENT EN BATEAU

Sauf rebondissement, c'est Tapie qui mettra la main sur les 13 hectares des chantiers de la Normed à La Ciotat, fermés en février dernier. L'accord conclu le 8 juillet avec le gouvernement avait été dénoncé par le groupe américano-suédois Lexmar, qui convoitait aussi ce terrain. Le tribunal de Commerce de Paris vient de trancher, le 5 septembre, en faveur de Tapie et de la banque Worms qui agit pour son compte.



Chatin-Gamma

Les «repreneurs» se moquent bien des ouvriers des Chantiers.

Lexmar offrait pourtant plus que Tapie : 70 millions contre 55. Il promettait aussi plus d'emplois : 2 000 au lieu de 1100 à 1200. Il est vrai qu'en ce domaine les promesses ne coûtent pas cher. Lexmar avait pour projet la construction de super-tankers, se proposant d'en fabriquer *«4 ou 5 par an»*. Avec sans doute, en arrière-pensée, de profiter pour cela des deniers de l'Etat, comme l'ont fait jusqu'à maintenant toutes les entreprises de chantiers navals.

Lexmar offrait plus, mais était sans doute moins bien placé que Tapie. Et, aux dires de ses dirigeants, le ministre chargé du dossier, Jacques Chérèque, aurait trouvé «farfelu» leur projet, avant même d'en avoir pris connaissance. En clair : Touche pas à mon pote Tapie.

Le plan de ce dernier est-il moins farfelu ? Il prévoit la création d'un pôle de construction de bateaux de plaisance, d'un parc d'immobilier de loisir et d'une zone d'immobilier d'entreprise sur les 13 hectares du site : voilà qui respire en tout cas une forte odeur de spéculation.

Après la décision du Tribunal de Commerce, Lexmar a déjà contre-attaqué en demandant l'attribution de 30 hectares voisins, toujours pour construire des pétroliers. Mais des chantiers de pétroliers aux abords des marinas et autres golfs projetés par Tapie, voilà qui déparerait le paysage... et ferait chuter la cote des terrains que vient d'acquérir Tapie. Aussi on peut parier que ce dernier, fort de ses copains ministres, mettra tout en œuvre pour envoyer une deuxième fois Lexmar au tapis... et récupérer peut-être lui-même les 30 hectares supplémentaires.

Et l'emploi dans tout cela ? L'accord du 8 juillet, accepté par la CGT, prévoyait l'embauche par Tapie de 105 ouvriers de la Normed dès le 1er septembre. A ce jour, ils attendent. Quant aux promesses des uns et des autres, elles ne valent pas cher. Même si Lexmar emportait l'affaire, rien ne dit qu'il y aurait au bout les 2 000 emplois promis ; peut-être le groupe se bornerait-il par la suite à revendre le terrain à bon prix...

L'emploi est bien le cadet des soucis de Worms/Tapie, de Lexmar et des pouvoirs publics. C'est tout juste un argument destiné à faire valoir la marchandise.

Gaston DEVAU

Tapie ne s'est vraiment battu que pour un emploi : le sien ! (AFP)

Saint-Nazaire
Chantiers de l'Atlantique

SAUVER LA NAVALE OU SAUVER LES PROFITS ?

La dernière commande passée aux Chantiers de l'Atlantique, celle d'un troisième paquebot , frère jumeau du *Souverain-des-Mers*, a fait beaucoup de bruit. Depuis des années, à chaque nouvelle commande c'est la même opération. Pour récupérer le maximum de subventions, l'Alsthom crie misère et menace de dépôt de bilan. Et l'Etat, complaisant à souhait, prêt à tous les sacrifices avec l'argent des contribuables pour aider les patrons à gonfler leurs coffres-forts, a de nouveau lâché 600 millions officiellement (officieusement plus). Une aide qui représente une somme de 166,50 F par heure de travail. Quand on sait que le salaire horaire moyen d'un travailleur est de 64,50 F inutile de dire que les actionnaires ont de quoi se frotter les mains.

En échange, y aurait-il au moins un contrôle ? Non : les années se suivent et se ressemblent. Le gouvernement aide les patrons, mais c'est aux travailleurs qu'il demande de faire des efforts. Il faut être compétitif. Il y a toujours un ennemi à concurrencer : un jour ce sont les Coréens, un autre les Japonais. Aujourd'hui, c'est au nom de l'Europe qu'il faudrait bander les muscles.

Mais, derrière les discours sur la compétitivité, il y a la réalité. D'un côté l'augmentation de l'exploitation des travailleurs, de l'autre l'augmentation des profits pour les patrons. Il y a eu la mise en congés-conversions, en 1988, de 120 travailleurs ; une dégradation des salaires et des conditions de travail (trois morts par exemple en un mois et demi cette année) ; les heures supplémentaires qui nous font dire que nous sommes revenus au début du siècle ; une augmentation du travail précaire par l'embauche massive d'intérimaires. Voilà ce que veut dire pour nous la «compétitivité» !

Suite à la nouvelle commande, cette fois encore il n'a pas fallu attendre longtemps pour connaître les projets des patrons et du gouvernement.

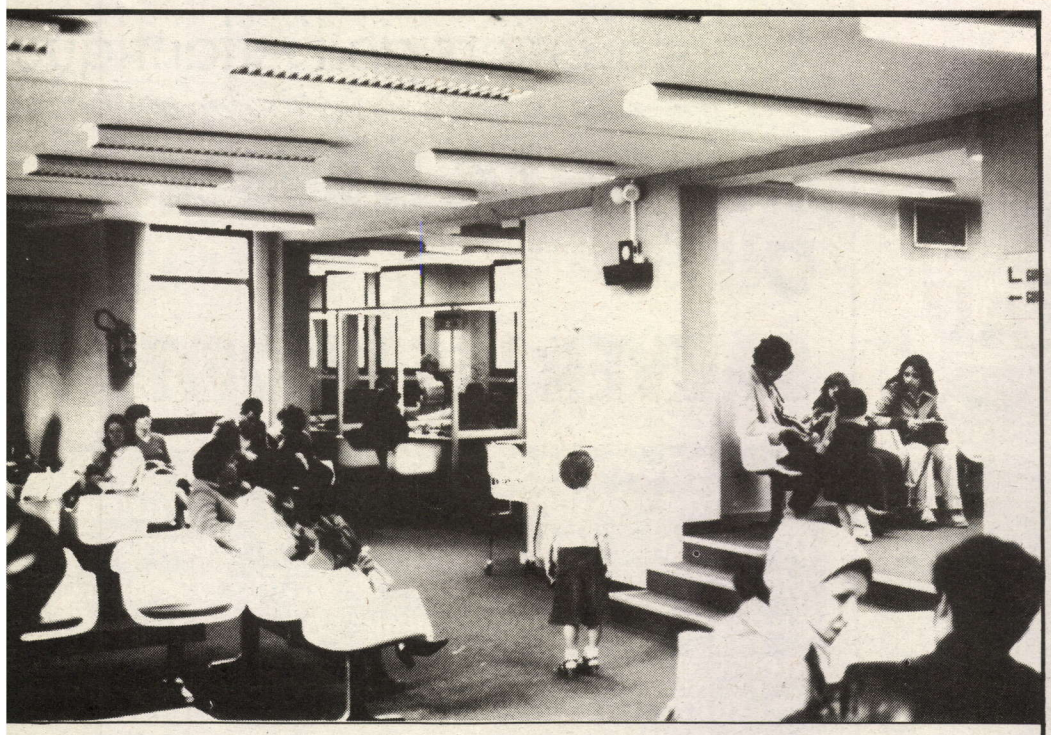
En effet; le plan industriel annoncé la semaine dernière au Comité d'Entreprise n'a rien qui aille dans le sens des intérêts des travailleurs. Bien sûr, il n'attaque pas de front. Mais la seule motivation de ce plan est le gain de productivité :

- Sous couvert de libérer un vendredi par mois, la journée de travail serait allongée et permettrait une plus grande flexibilité.
- Un plan de formation concernerait 700 salariés du Chantier, mais le patron annonce la couleur : *«C'est pour constituer un noyau dur et polyvalent, apte aux contraintes spécifiques de la construction navale»*.
- La sous-traitance sera renforcée.
- Pour gagner du temps, il est prévu d'implanter les vestiaires, les restaurants, les parkings le plus près possible des lieux de travail, à l'intérieur du chantier.
- Des acquis sont remis en cause, tels que les quatre jours de maladie sans certificat.
- Pour cacher la misère des salaires, des primes différées seraient intégrées aux salaires.

Bien sûr, par ailleurs, le patron parle d'embaucher des techniciens et aussi une vingtaine de jeunes ouvriers par an... après avoir réduit l'effectif de 2800 salariés de 1983 à 1989, entre le chantier naval de Dubigeon à Nantes et celui de Saint-Nazaire !

Dans une interview à un journal local, le directeur du Chantier se vante que sa «révolution industrielle» a commencé depuis longtemps et qu'il va poursuivre dans cette voie. Pourtant, la grève de quatre semaines l'année dernière, contre les 120 congés-conversions, devrait le rendre prudent. Car si la révolution industrielle existe... la révolution sociale peut arriver aussi, à force de tirer sur la ficelle !

Correspondant LO



Limoges

GAZ LACRYMOGÈNES ET MATRAQUES CONTRE LES PAYSANS

Vendredi 1er septembre, un peu plus d'un millier d'éleveurs de moutons, accompagnés de quelque 200 tracteurs dont les remorques étaient chargées d'épines, de ronces, de broussailles, de souches, ont manifesté à Limoges.

Ils protestaient contre la baisse des cours du mouton, et donc de leurs revenus, souhaitant discuter au téléphone avec le ministre.

La manifestation, plutôt bon enfant, voulait montrer ce qui attend des secteurs entiers du Centre si l'élevage du mouton disparaît : l'extension des friches. Et, symboliquement, les paysans versaient broussailles et ronces à tous les carrefours.

Mais à la préfecture, une surprise les attendait : des barrières empêchaient d'approcher. Derrière, il y avait trois escadrons de CRS, et dans la cour de la préfecture quelque 120 policiers de la police urbaine !

Dès qu'un tracteur a reculé pour déverser des broussailles vers l'entrée de la préfecture, touchant les barrières, les cars de CRS se sont mis en position et les premières grenades lacrymogènes ont fusé.

Le même scénario a recommencé d'un autre côté de la préfecture. Les paysans ripostaient symboliquement en envoyant des pétards antigrêle.

Ça et là, certains essayaient d'expliquer aux CRS pourquoi ils manifestaient. Une femme leur lança : *"Regardez vos gueules. Vous n'avez pas honte ? Vous vous plaignez de faire trop d'heures et vous demandez des augmentations. Et quand, nous, on demande de quoi vivre, vous nous envoyez des grenades"*.

Le préfet était en vacances, le secrétaire a reçu au bout d'un moment une délégation. Mais vers 18 heures, alors que de nombreux manifestants étaient repartis, des CRS se sont fait la main en matraquant des paysans isolés qui attendaient la sortie de la délégation.

Les éleveurs de moutons voulaient discuter avec le ministre. Ils ont été servis !

Correspondant LO

Caisse d'Allocations Familiales

L'IMPRÉVOYANCE ORGANISÉE

Chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, le mois d'août est synonyme de panique. Cette année, il en a été de même.

En effet, c'est à partir de juillet que les déclarations 1988 sont indispensables pour calculer certaines prestations.

Il y a quelques jours, bon nombre d'allocataires ont reçu des avis d'un montant de zéro franc pour le mois de juillet 1989 payable en août, d'autres pour lesquels les prestations avaient fortement baissé. Et cela soit parce qu'ils n'ont pas envoyé leur déclaration 1988 et la quittance de loyer de janvier 1989, soit parce que les employés n'ont pu encore les enregistrer.

Résultat : grosse affluence aux guichets, comme au centre de Laumière (Paris-19e) où il y a eu 800 allocataires par jour, en moyenne, aux guichets.

Devant cette affluence, pourtant prévisible, c'est au coup par coup que la direction a renforcé l'accueil en mobilisant permanencières et agents de la Réserve Opérationnelle locale. Et comme ce n'était pas suffisant pendant les heures de déjeuner, elle a fait appel à des volontaires des services de prestations (services où le retard dans le traitement du courrier est important). Ne trouvant pas assez de volontaires, la direction a fait pression sur les agents de maîtrise.

La direction aurait pu tout aussi bien ne pas envoyer ces notifications et ainsi laisser aux employés le temps de traiter déclarations et quittances et, d'autre part, cela aurait évité aux familles de s'inquiéter. Car la plupart d'entre elles vont bénéficier normalement de leurs prestations.

La direction de la CAF a dit aux employés, il y a quelques mois (lors de la mise en place du RMI), qu'ils ne devaient pas penser : la direction était là pour ça !!

Visiblement la direction, là, a oublié de penser.

Correspondant LO

DES ESPOIRS SUSCITÉS PAR LE RMI... A LA RÉALITÉ

Lors de la grande affluence aux guichets, au centre de Paris-Laumière, un allocataire persuadé de toucher un rappel de RMI est venu en taxi.

N'ayant pas d'argent, il a demandé au chauffeur de l'attendre. Ce dernier, trouvant le temps long est parti chercher son client. Or ce dernier a appris qu'il ne pouvait pas prétendre au RMI.

Au milieu d'une salle comble, le chauffeur de taxi en colère a appelé la police pour exiger son règlement.

La direction a finalement payé les 43,50 F, montant de la course. Argent qu'elle récupérera sur les prestations familiales de l'allocataire, évidemment !

Pour cet allocataire, le RMI ce n'est pas vraiment un cadeau !

EXPORTEZ, LE CONTRIBUABLE PAIERA

Science et Vie Economie, dans son numéro de septembre 1989, sous le titre *"Exportez, l'Etat paiera"*, expose les mécanismes par lesquels les "grands contrats" à l'exportation sont en fait financés, assurés et en grande partie payés par l'Etat français, c'est-à-dire par les contribuables. Ce système complexe de soutien à l'industrie française, dont on ne nous dit pas combien il a rapporté aux industriels et banquiers qui en sont les bénéficiaires, a en 1988 coûté près de 30 milliards. Mais rien n'est trop cher pour assurer les profits de Bouygues et de Fougerolle dans les travaux publics, de Dassault et de Thomson dans l'armement, de la CGE dans l'énergie, les transports et les télécommunications, etc.

Le plus comique est de voir les défenseurs du capitalisme vanter le goût du risque et l'initiative privée. Les risques des requins de l'industrie et de la finance, l'Etat-papa les couvre en grande partie. A côté de ça, une semaine de camping à Palavas-les-Flots prend des allures d'exploit héroïque.

A nos lecteurs

1245393 F recueillis en souscription

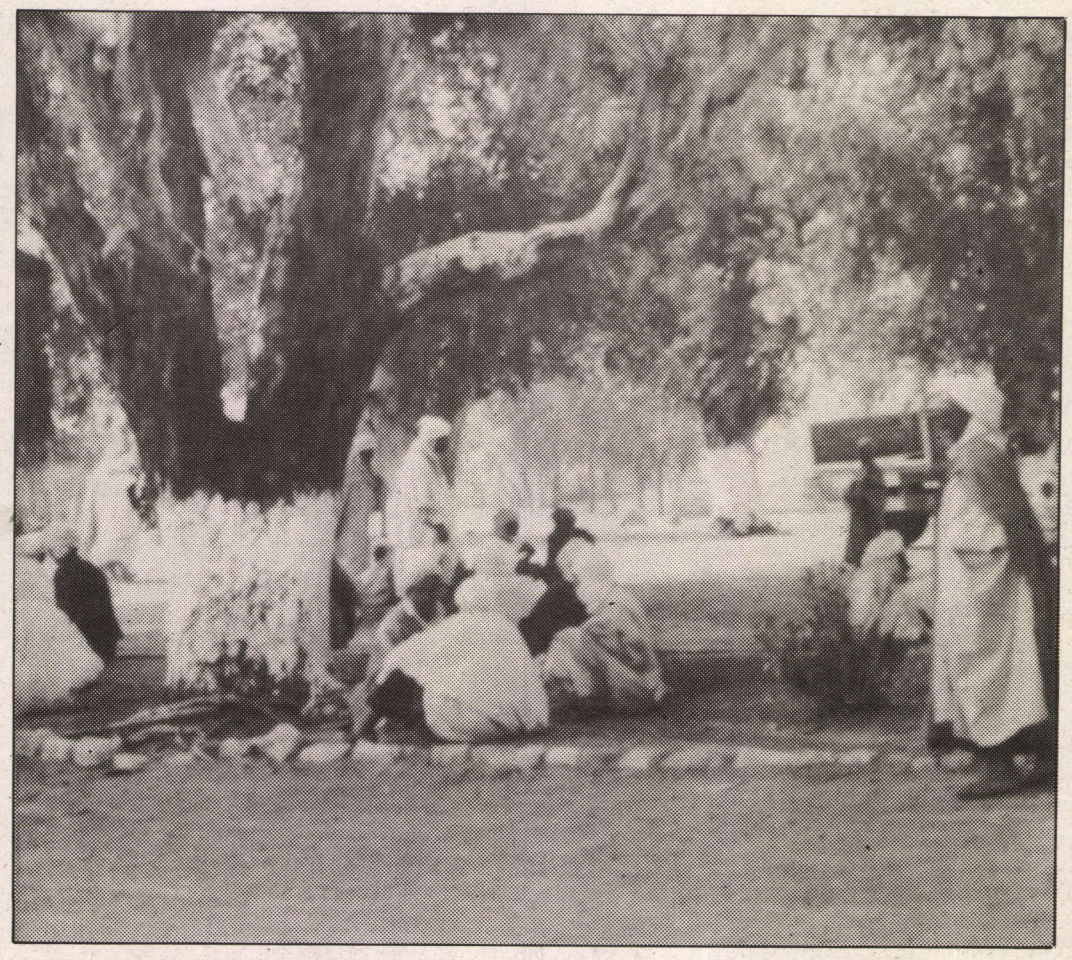
Au dernier comptage, la somme recueillie pour la souscription ouverte pour le financement de notre campagne électorale des élections européennes se montait à 1245 393 F.

Des listes nous parviennent encore. Cependant, nous avons dû cesser leur publication dans nos colonnes. Ces élections sont passées depuis près de trois mois et il faut maintenant réserver nos pages aux sujets que l'actualité ou l'histoire mettent à l'ordre du jour.

Alors, que nos lecteurs et amis qui nous ont aidés veuillent nous excuser si leur nom ou leur dédicace n'a pu paraître, et qu'ils soient remerciés pour leur compréhension et leur soutien.

"L'HONNEUR DE LA TRIBU"

de Rachid Mimouni



Zitouna : une petite ville dans une région montagneuse de l'Algérie. Les habitants, dont les ancêtres se sont réfugiés là après avoir été chassés de leurs terres fertiles par les colons français, y survivent, miséreux mais attachés à cette *«rassurante succession de jours semblables»*. La guerre puis l'indépendance sont passées sans changer profondément quoi que ce soit.

Puis un jour, ils apprennent, pour leur malheur, que *«la Révolution ne les a pas oubliés»* : leur village, en raison d'obscures rivalités administratives, a finalement été choisi comme chef-lieu de sous-préfecture. Et tout est bouleversé.

Le nouveau préfet, un enfant du pays qu'on aurait préféré ne pas voir revenir, décide de faire une vraie ville de ce village de «minables».

Les champs sont dévastés, les collines aplaties pour construire des quartiers résidentiels. Même les eucalyptus de la place du village, qui avaient abrité tant de siestes et de palabres, disparaissent sous les coups des bulldozers.

Car, derrière le préfet, caricature de la brute arriviste, ulcéré d'avoir été renvoyé dans ces montagnes après avoir brigué en vain un poste de diplomate, arrivent d'autres «civilisés» du même acabit. Le préfet les a d'ailleurs recrutés, comme il le dit lui-même, pour *«leur haut degré de frustation»*, parmi ces diplômés sans emploi qu'on peut acheter avec *«une villa climatisée et un poste à la mesure de leur ambition»*.

On voit aussi arriver les «lépreux», ces pauvres renvoyés autoritairement de la ville dans leur campagne pour cause de chômage et dont les enfants, habitués des bidonvilles, traînent derrière eux le désespoir et la délinquance.

La seule chose qui ne change pas, c'est qu'on voit revenir un vieil avocat, défenseur des pauvres, assigné là en résidence comme il l'avait été du temps de la colonisation française.

Tout cela nous est raconté sur le ton de la fable par un vieux paysan habité d'une saine méfiance envers *«les fariboles des lointains dirigeants»*. Evidemment, il est aussi traditionaliste, farouchement attaché à la religion, à l'enseignement exclusif du *Coran* et à la soumission des femmes... Mais il faut reconnaître que la caricature de «civilisation» apportée par le nouveau préfet fait apparaître l'ordre ancien comme un paradis perdu !

Mieux qu'une diatribe, cette fable pleine d'humour, avec ses images et ses naïvetés voulues, dénonce de façon frappante le mépris et l'avidité de ces nouveaux maîtres qui, comme le dit un des héros, ne se sont *«levés contre le colonisateur que pour le remplacer»*.

Sylvie MARECHAL

L'honneur de la tribu *de Rachid Mimouni. Ed. R. Laffont. 89 F.*

Exposition

à Paris

"L'HÔTEL-DE-VILLE ET LA RÉVOLUTION"

L'Hôtel-de-Ville et la Révolution : tel est le sujet de l'exposition qui se tient jusqu'au 30 septembre dans la salle Saint-Jean de l'Hôtel-de-Ville de Paris (rue Lobau), et dont la partie principale est constituée de reproductions d'estampes illustrant abondamment les principaux événements de cette période.

Le texte de commentaire de l'historien Tulard qui accompagne l'exposition risque à vrai dire d'égarer ceux qui n'ont pas une certaine familiarité avec cette période. D'autre part, il est curieux que ce qui s'est passé à l'Hôtel-de-Ville ne soit en fait pas mis en valeur. C'est pourtant là qu'ont siégé les différentes Municipalités parisiennes qui ont dirigé la plupart des insurrections, et notamment la «Commune insurrectionnelle» de 1792 qui a dirigé l'assaut des Tuileries, assemblée qui était d'ailleurs élue directement par les assemblées de quartier, les Sections, et qui reflétait beaucoup mieux les aspirations des Sans-Culottes que l'Assemblée Législative ou plus tard la Convention.

Mais dans cette exposition il y a quelque chose de beaucoup plus intéressant : la simple présentation de textes de l'époque, sous forme d'agrandissements d'affiches imprimées illustrant les principaux événements, de la convocation des Etats Généraux au coup d'Etat du général Bonaparte.

De simples textes de décrets révèlent les grandes préoccupations de la période : tel ce procès-verbal de la Commune de Paris de septembre 1789 portant sur la police des marchés, regrettant par exemple que *«des particuliers forcent, par la menace et des actes de violence, les laboureurs à donner leur grain à un prix au-dessous de la valeur»*. Un certain nombre de ces textes montrent ainsi que, derrière ce qu'on présente comme la lutte de tout le Tiers Etat uni contre la noblesse, se profile la lutte des pauvres qui veulent manger à leur faim contre les riches accapareurs. L'attitude de l'Assemblée Constituante, celle qui vota la fameuse Déclaration des droits de l'homme, est illustrée par le texte de la loi martiale qui, en octobre 1789, permet de tirer sur les attroupements après trois sommations.

Enfin, on trouve aussi des textes émanant de clubs comme les Jacobins ou les Cordeliers, ou bien de particuliers, qui font sentir l'atmosphère de l'époque et combien une révolution est, d'abord, l'irruption des masses sur la scène politique.

La lecture de ces quelques textes vaut le détour, et l'entrée est libre, ce qui est la moindre des choses !

Alain LEMOINE

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

ÉLECTIONS POUR LES BLANCS, FOUETS ET MATRAQUES POUR LES NOIRS

Des incidents violents et meurtriers, qui auraient fait des dizaines de morts, se sont produits le 7 septembre au Cap, au lendemain des élections sud-africaines, témoignant que le régime de Pretoria n'a rien perdu de son caractère sanglant.

Le 6 septembre, quelque trois millions (3 170 000) d'électeurs blancs sud-africains s'étaient rendus aux urnes d'où devait sortir le nom de Frederik De Klerk, actuel successeur de Botha et représentant du Parti National – le parti au pouvoir en Afrique du Sud sans interruption depuis 1948.

Les 26 millions de Noirs sud-africains étaient invités à rester chez eux, n'ayant pas le droit de vote. 1775 000 Métis et 665 000 Indiens votaient parallèlement aux Blancs, mais pour élire séparément leurs représentants à la Chambre métisse ou indienne, Chambres séparées de la Chambre des Blancs et qui n'ont aucun rôle constitutionnel autre que figuratif. Mais, c'est nouveau et il paraît que ce serait un progrès dans le sens d'un Apartheid moins «mesquin», Métis et Indiens se rendaient cette fois-ci aux urnes le même jour que les Blancs.

(AFP)

Arrestation d'un jeune Noir par la police, à l'issue d'un meeting étudiant de protestation contre les élections.

A l'approche des élections, les manifestations des Noirs se sont multipliées, malgré l'état de siège toujours en vigueur. A Durban, de jeunes Noirs ont envahi une plage toujours réservée aux Blancs. Dans la banlieue du Cap, la police a dispersé par le fouet une réunion d'écoliers qu'elle jugeait «illégale».

Ailleurs, c'est avec la matraque et le plomb qu'elle s'est attaquée à des manifestants, enfonçant une porte d'église et interpellant l'archevêque Desmond Tutu et le pasteur Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, leaders du mouvement anti-Apartheid. Depuis un mois en effet, le Mouvement Démocratique de Masse (front anti-Apartheid récemment créé, regroupant l'ANC, un certain nombre de syndicats noirs et des religieux comme Desmond Tutu et le pasteur Boesak) a organisé une campagne de désobéissance civile.

Il appelait à une grève de 48 heures, les 5 et 6 septembre, veille et jour des élections, grève qui doit être suivie par un boycott des commerçants blancs pendant un mois.

Le paradoxe de la situation est que, malgré ces élections truquées, malgré le scandale permanent d'un Apartheid omniprésent et des multiples interdictions dont sont victimes les Sud-Africains noirs dans leur propre pays, les dirigeants blancs annoncent à qui veut bien les entendre qu'ils sont désormais contre l'Apartheid. Frederik De Klerk, chef de l'Etat par intérim depuis le départ de Botha, a déclaré encore, lors de la dernière réunion de sa campagne électorale : *«L'Apartheid doit disparaître. La ségrégation doit être supprimée. Il n'y a pas d'autre choix».*

C'est le parti de Botha et de De Klerk, le Parti National, qui a mis en place l'Apartheid. C'est ce même parti qui parle aujourd'hui d'y mettre fin. Et, à part le parti d'extrême-droite, conservateur, blanc, tous les partis politiques blancs se déclarent aujourd'hui partisans de mettre fin à la ségrégation raciale. Les dirigeants blancs, qui avaient vu dans l'Apartheid un moyen de protéger la domination de la minorité blanche qui disposait de tous les pouvoirs et de toutes les richesses sur une majorité noire dépossédée de tout (même des droits élémentaires du citoyen dans leur propre pays), ont décidé aujourd'hui de faire la part du feu. Mais leur problème est d'y arriver sans se faire balayer par la révolte noire qui couve et qui a déjà explosé à de multiples reprises. Ils voudraient supprimer la ségrégation, mais par petits bouts, par des réformes successives menées d'en haut, espérant sans doute rendre ainsi l'opération plus indolore pour les petits Blancs crispés sur leurs biens et sur ce qu'ils croient être leurs droits, et surtout terrorisés à l'idée que les Noirs pourraient à leur tour leur imposer leur domination si s'appliquait la règle «un homme, un vote», puisqu'ils sont infiniment plus nombreux que les Blancs.

P. Botha, avant de quitter le pouvoir, avait déjà entamé des négociations avec Mandela, le leader nationaliste noir emprisonné, lui promettant sa libération pour plus tard, après les élections. Et du côté des Noirs, des hommes comme Desmond Tutu ou Allan Boesak, leaders du Mouvement Démocratique de Masse (nouveau front anti-Apartheid qui succède à l'UDF, aujourd'hui interdite), prônent des méthodes pacifiques, non-violentes, pour lutter contre l'Apartheid. De tels leaders offrent à De Klerk et à ses mandants, outre des preuves de leur représentativité, certaines garanties de pouvoir contrôler et canaliser le mouvement des Noirs dans des limites qui ne remettent en cause ni les richesses des Blancs ni leur domination sur l'ensemble du pays, pourvu qu'on veuille bien faire une place à des représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie noire dans les instances politiques du pays.

Alors, fini l'Apartheid ? Les dirigeants blancs sud-africains aimeraient sans doute faire croire que ce pas difficile est déjà franchi. Mais les images de la répression contre les Noirs en colère que la télévision a diffusé ces jours derniers rappellent que, quels que soient les calculs des politiciens et les déclarations des gouvernants, la dictature blanche est toujours là, toujours aussi féroce, et qu'elle suscite une colère et une révolte parmi la population et la jeunesse noires qu'elle aura peut-être bien du mal à canaliser, quelle que soit l'aide que bergers et autres pasteurs noirs voudraient bien lui apporter en ce sens.

C.B.

Fêtes de Lutte Ouvrière

BORDEAUX
Samedi 16 septembre de 18 h à l'aube
Dimanche 17 septembre de 12 h à 19 h
Parc de Mussonville à BEGLES

LYON
Samedi 16 septembre à partir de 12 h
Hall des Fêtes
SAINT-FONS

DIJON
Samedi 16 septembre de 19 h à 3 h du matin
Dimanche 17 septembre de 12 h à 20 h
Salle Mendès-France - QUETIGNY

TOULOUSE
Samedi 23 septembre à partir de 18 h
Dimanche 24 septembre jusqu'à 20 h
Parc de la Mounède (Route de Saint-Simon)

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995